ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 169 - 16 novembre 1990 - prix : 8 F

Avenir bouché pour la jeunesse

C'EST LA SOCIETE QU'IL FAUT CHANGER !

AFP

M 6189 - 1169 - 8.00 F

Avenir bouché pour la jeunesse :

C'EST LA SOCIÉTÉ QU'IL FAUT CHANGER !

Il n'est pas vraiment à l'aise, le gouvernement, après la manifestation lycéenne du 12 novembre. Mitterrand s'est bien donné le beau rôle en recevant des lycéens à l'Elysée et en leur recommandant, paraît-il, de demander "des milliards à Rocard", il est trop évident qu'il n'a pas grand-chose à répondre aux revendications de cette jeunesse qui est descendue dans la rue en lui réclamant "de l'argent pour l'éducation".

De l'argent, il y en a en effet, mais le gouvernement a mieux à faire que de le dépenser pour améliorer les conditions d'étude des lycéens des banlieues en diminuant par exemple le nombre d'élèves par classe. Il a fallu les manifestations lycéennes pour qu'il accepte de débloquer 4 milliards et demi de francs de crédits, car cet argent il préfère l'engloutir dans le budget militaire (plus de 200 milliards de francs) ou dans une expédition comme celle de l'armée française dans le Golfe, ou le dépenser à fonds perdus pour aider des bourgeois de tout acabit à s'enrichir par la spéculation ou les coups en Bourse.

Il est vrai qu'à défaut d'avoir une réponse, on peut toujours faire diversion. C'est ce que font les partis politiques et la presse en montant en épingle les incidents habituels provoqués par une minorité de casseurs et de loubards aux abords des devantures de magasins et en demandant, comme toujours dans ces cas-là, "que faisait la police ?". Cela ne plaît sans doute guère à Rocard, Joxe ou Jospin d'être ainsi mis en accusation par cette opinion et ces politiciens de droite à qui ils cherchent tant à plaire, mais cela leur rend au moins le service de déplacer le débat du problème lycéen. Et ils espèrent sans doute que le bruit fait autour des bagarres du 12 novembre va ôter aux lycéens l'envie de manifester.

★ ★ ★

Mais justement, cela n'est pas dit. Il n'est pas dit que tout ce bruit fait autour des casseurs suffise à démobiliser une jeunesse qui, le 12 novembre, s'est retrouvée massivement dans la rue, ni à faire oublier aux jeunes l'attitude du gouvernement.

Celui-ci leur avait servi de bonnes paroles toute la semaine, avait fait encadrer leur manifestation par la fédération des syndicats de police, promis qu'ils pourraient défiler jusqu'aux Champs-Elysées. Mais il n'a pas tenu sa promesse. Sa police a bloqué l'immense cortège avant la fin du parcours, toujours sous prétexte de la "casse" – que les lycéens auraient peut-être empêchée plus efficacement s'ils avaient organisé leur propre service d'ordre plutôt que de s'en remettre en cela à la police –. Les jeunes manifestants qui ont eu à faire face aux canons à eau des CRS n'ont pas apprécié, et on les comprend.

Alors, les jeunes auront au moins appris qu'on ne peut jamais faire confiance au gouvernement et à sa police. Et il faut souhaiter qu'ils en tirent les conclusions pour la suite de leur mouvement.

★ ★ ★

Mais le malheur pour toute la jeune génération actuelle, c'est que la gauche, non seulement le Parti Socialiste mais même le Parti Communiste ont détruit tous les idéaux, y compris les espoirs que les exclus de la société pouvaient mettre dans leur propre affranchissement.

Que reste-t-il comme idéal, à ces jeunes aujourd'hui ? Changer la société ? Ce n'est plus à la mode. Le seul idéal qu'on leur propose, c'est la réussite individuelle : jouer des coudes pour «arriver», être en haut et ne pas rester en bas parmi ceux sur qui on marche.

Mais cela, c'est le tiercé, le loto. Les lycéens ont réalisé qu'à ce jeu-là, il y en a un qui gagne, et mille qui donnent leur mise pour faire la cagnotte du gagnant. Scolarité jusqu'à 16 ans ou pas, stage jusqu'à 18 ans en attendant de partir à l'armée ou pas, l'immense majorité voit bien que la réussite individuelle est un mirage pour la plupart d'entre eux, en particulier pour ceux issus des quartiers et des familles populaires. Ils voient bien que la réussite individuelle est réservée à ceux dont le père ou la mère, et tant qu'à faire les deux, ont une belle situation dans la vie, c'est-à-dire à ceux qui ont déjà hérité de la réussite de leurs parents.

★ ★ ★

Ce qui manque aujourd'hui, c'est que la classe ouvrière offre un espoir à cette jeunesse, en se proposant de changer la société et en le proposant aux jeunes. Pas par la violence aveugle des voleurs de voitures ou des casseurs de vitrines, mais par la puissance organisée du monde du travail.

Oui, on peut changer la société. Oui, on peut construire un monde meilleur pour tout le monde. A condition de ne pas compter sur Mitterrand, ni bien sûr sur Chirac, et encore moins sur Le Pen.

Il y a une politique à mettre en œuvre pour les opprimés. Aujourd'hui, on banalise ou on canalise la révolte des jeunes, en ne leur laissant le choix qu'entre les explosions brutales et sans but comme à Vaulx-en-Velin, ou des manifestations émoussées par le pouvoir en place.

Et pourtant, les forces vives de la jeunesse pourraient être très précieuses dans le combat pour la justice sociale, car pour le moment ce qu'on leur offre c'est les chaînes de l'exploitation. Mais ce serait aux travailleurs de leur donner cet objectif.

Oui, il y a un avenir pour cette jeunesse, à condition que la société elle-même ait un avenir.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

UN MOUVEMENT QUI MET LE GOUVERNEMENT DANS L'EMBARRAS

Faisant contre mauvaise fortune bon cœur, et faute de pouvoir stopper le mouvement des lycéens, le pouvoir a essayé de manœuvrer. La première de ces manœuvres, qui avait consisté à avancer le débat parlementaire concernant le budget de l'Education nationale, n'ayant guère réussi puisque l'échéance d'une manifestation nationale le 12 novembre à Paris était maintenue, il a tenté de transformer cette manifestation en grande cérémonie d'apothéose, avec comme objectif d'aller faire allégeance à l'Elysée, à "tonton" Mitterrand.

On n'avait pas lésiné sur les moyens. Les télés avaient, par avance, décidé que cette manif serait un événement historique, et avaient déployé les moyens techniques en conséquence. Pas seulement par souci d'information, et pas toujours, c'est vrai, pour aller dans le sens gouvernemental. Car il y a aussi ceux qui veulent souligner les embarras du pouvoir. Du côté de cette récupération politicienne que certains lycéens craignent, et dénoncent, cela est allé bon train, et de tous bords : les uns laissant tomber quelques phrases paternalistes sur ce malaise des jeunes ; les autres ou les mêmes accordant une subvention pour faciliter l'envoi de contingents provinciaux vers la capitale. Pas seulement par amitié pour la jeunesse.

Illustrant ce caractère consensuel la police, par l'intermédiaire de la FASP, le syndicat qui y est majoritaire, dont une partie de la direction ne fait pas mystère de ses sympathies pour le PS, avait fait grand bruit autour de sa proposition de mettre ses membres à la disposition des lycéens – avec l'efficacité que l'on sait, c'est-à-dire nulle.

Tout cela montre au moins une chose. C'est que les lycéens ont réussi, sinon à changer pour le moment les choses, du moins à faire que l'on s'intéresse à leur existence, et à leurs problèmes. Et ça n'est déjà pas mal.

Car le fait majeur, et il ne faudrait pas l'oublier, c'est que ce mouvement que l'on commente, que l'on analyse, que l'on essaye de canaliser, d'utiliser ou de relativiser existe bel et bien. Ils étaient 100 000 lycéens à défiler le lundi 12 novembre à Paris. Les lycées parisiens mieux représentés que les fois précédentes, mais encore nettement moins présents, relativement, que les lycées de la banlieue. La province était présente, elle aussi, dans les rues de Paris, moins sans doute que le laissait entendre la presse, mais quand même de façon conséquente. Globalement, il y avait certainement moins de monde que lors des grandes manifestations de 1986. Sauf qu'il n'y avait pas cette fois les étudiants et qu'il faut tenir compte des dizaines de milliers de lycéens qui ont manifesté le même jour, dans les villes de province. Bref ils étaient quand même très nombreux à dire qu'ils étaient insatisfaits de leur sort, et qu'ils voulaient plus d'argent pour l'éducation. Certains réclamaient que l'argent soit consacré *«à l'école et pas à la guerre du pétrole»*. Ce ne sont pas les moins réalistes, en fait.

La manifestation était pleine de vitalité. Et s'il y a eu les incidents dus aux «casseurs», bon nombre de lycéens, au soir et au lendemain de la manifestation, pensaient et disaient qu'on les avait montés en épingle pour discréditer leur action.

Finalement, les représentants des lycéens ont été reçus longuement par Fabius, Jospin – qui remplaçait Rocard qui était au Japon – et par Mitterrand. Ce dernier a joué les papagâteaux, expliquant, paraît-il, qu'il comprenait parfaitement les jeunes et leurs problèmes. Il leur aurait même suggéré, non sans une certaine malignité, de demander quelques milliards à Rocard, ce qui a fait dire que le président mettait à profit les circonstances pour régler quelques comptes personnels. Jospin, lui, a parlé d'un plan d'urgence. Pour l'instant ce ne sont que des mots, même pas des promesses.

On connaît trop ce type de propos destinés à faire traîner les choses, le temps que la mobilisation s'éteigne.

Mais rien ne dit que les jeunes soient prêts à ce qu'on les paye avec des mots. Et de toute façon, même si ce n'est que cela pour l'instant, ils ont fait la démonstration que la bonne façon de se faire entendre, c'était d'agir collectivement.

Jean-Pierre VIAL

LE MOUVEMENT DES LYCÉES À TOULOUSE

La première semaine d'après les vacances de la Toussaint, le mouvement de grève et de manifestations s'est poursuivi à Toulouse, avec deux temps forts, le lundi 5 novembre et le jeudi 8. Il y avait 2 500 lycéens dans les rues le 5 novembre (le tiers de la manif précédente, avant les vacances) et plus de 8 000 le 8.

La grève est cependant diversement suivie. Elle est quasi totale dans les lycées professionnels, mais dans les lycées classiques il y a beaucoup d'élèves en classe. Les AG n'ont souvent dépassé la centaine que lorsqu'un, deux ou trois cortèges de lycéens se retrouvaient dans le même lycée.

La coordination qui s'est mise en place sur Toulouse, dans les locaux de l'AGET-UNEF (syndicat étudiant proche du PC) est dominée par l'apolitisme de rigueur, bien que bien des leaders de celle-ci aient une carte politique en poche, dont ils négligent de faire état (PS, UEC, CDS, JCR). Certains délégués des lycées à la coordination sont élus par leurs AG, mais ils sont loin d'être la majorité. Et cette semaine, la coordination et son SO ont jalousement veillé à ce qu'il n'y ait aucun débordement, militant pour qu'il n'y ait que les manifestations prévues par elle (celles du 5 et du 8 novembre) et pour que, dans les lycées, des "groupes de travail et de réflexion" se mettent en place.

En fait, malgré elle, il y a eu des rassemblements et des manifestations tous les jours, qu'elle s'est d'ailleurs empressée de canaliser et de diriger. A tel point que certains lycéens, en particulier des LP, commencent à supporter de plus en plus mal cette direction qu'ils trouvent en travers d'eux dès qu'ils prennent des initiatives qui ne l'agréent pas.

Ainsi, par exemple, lorsque mercredi 7 novembre, 400 lycéens (essentiellement du technique) ont décidé de marcher sur la fac de lettres, le SO de la coordination et sa voiture sono étaient là, devant les amphis, aidés par les étudiants de l'AGET-UNEF, pour empêcher les lycéens de déranger les étudiants. Il y eut d'autres incidents de ce genre toute cette semaine.

Mais cela ne change pas réellement le fond du mouvement qui reste très divers, et surtout marqué par un apolitisme militant.

Ainsi le vendredi 9 novembre, des lycéens "apolitiques" du lycée technique Déodat ont brûlé ostensiblement des tracts du PC, en invectivant les diffuseurs, les accusant de vouloir manipuler le mouvement et les invitant à s'en aller. Ce qu'ils n'ont pas fait, soutenus d'ailleurs par des militants de LO.

Dans le lycée d'à côté, le lycée Berthelot, le comité de grève faisait adopter par une AG de 150 personnes un texte et une banderole : "Les lycées sont pourris, la société aussi". *Cette banderole fut particulièrement remarquée dans la manif de jeudi, notamment par la presse locale qui faisait mine de s'inquiéter d'une dérive du mouvement.*

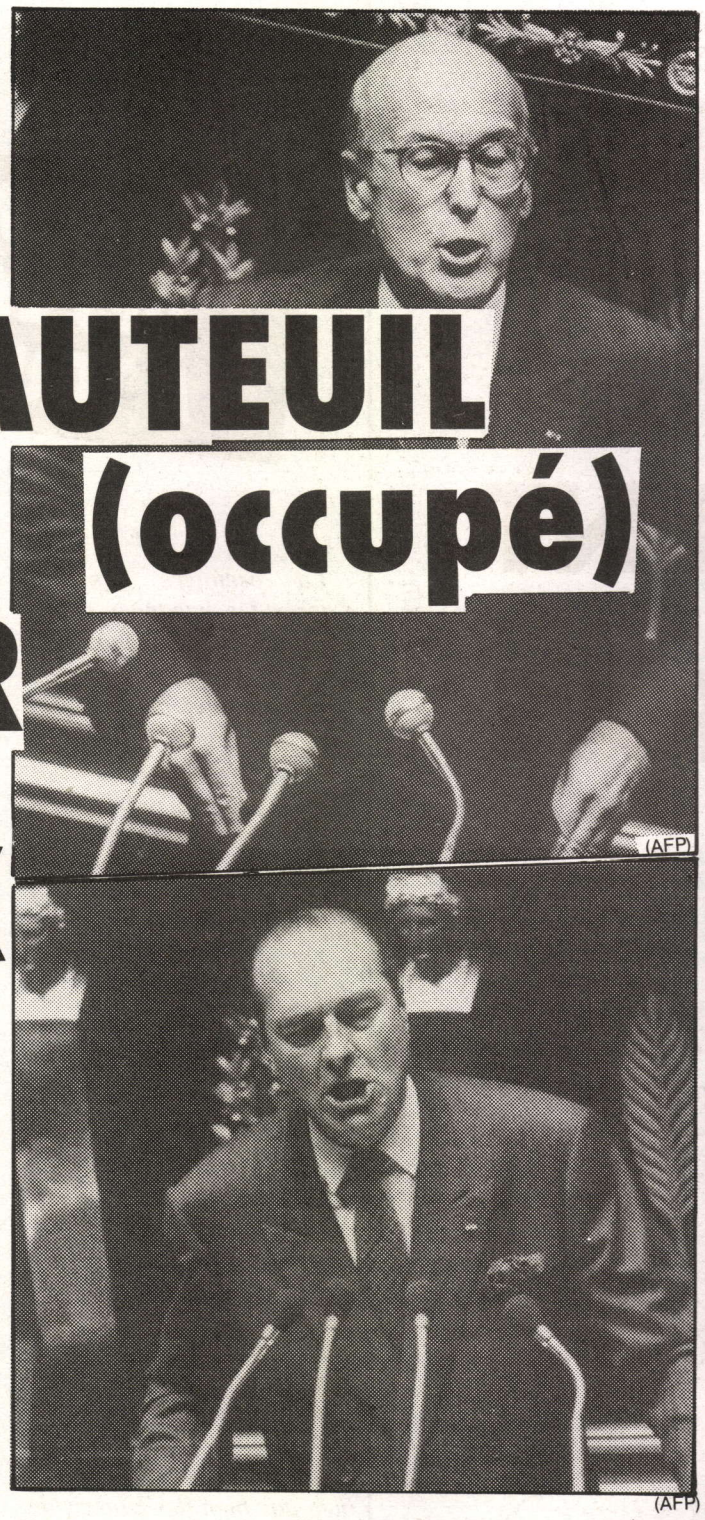
Pour le moment, c'est loin d'être le cas, car c'est essentiellement l'apolitisme qui fait recette.

Lundi 12 novembre, Toulouse a connu la manifestation la plus importante du mouvement, avec sans doute plus de 10 000 lycéens (sans compter les 700 qui sont montés gratuitement à Paris, malgré les tergiversations de la SNCF).

Le soir, à la réunion de la coordination, la quasi totalité des présents, largement influencée par la mouvance socialiste, décidait de proposer la reprise des cours pour "laisser la place aux négociations". *Il est vrai que la plupart des dirigeants du mouvement étaient à Paris ce jour-là. Mais les assemblées générales du lendemain, malgré le lâchage d'une partie de la coordination, se sont prononcées quasi unanimement pour la poursuite de la grève jusqu'à vendredi 16 novembre.*

à droite

UN FAUTEUIL (occupé) POUR DEUX


(AFP)

Cela faisait cinq mois que le RPR et l'UDF discutaient pour mettre au point une charte afin de définir les modalités permettant la désignation d'un candidat commun de la droite dès le premier tour de la future élection présidentielle. On était, paraît-il, à deux doigts d'aboutir... On avait loué le "Zénith" pour fêter ça le 14 novembre. On avait envoyé 4 000 invitations. Bref, tout était fin prêt pour la cérémonie des fiançailles.

Mais le mauvais sort s'est abattu sur ce qui promettait d'être une touchante idylle. Tout a basculé, à propos d'un article de cette charte – l'article 21 – qui paraissait pourtant anodin et qui définissait la procédure à employer pour le choix du meilleur candidat, en cas d'élection présidentielle anticipée. Les uns voulaient des primaires entre le RPR et l'UDF, les autres prétendaient que dans ce cas les délais ne permettraient pas de les organiser.

Pas besoin de chercher bien loin les raisons de cette divergence de dernière minute... Comme l'article 21 favorisait Chirac, Giscard a fait capoter le projet ! Et qu'importe si les petits fours étaient déjà commandés et les faire-parts expédiés, lorsqu'il s'agit de l'intérêt supérieur de la Nation, les tergiversations ne sont plus de mise !

L'UDF et le RPR avaient choisi d'intituler la structure chargée d'étudier la question de la candidature unique du noble nom d'Union pour la France, c'est-à-dire UPF. Il eût été plus judicieux de l'appeler Union pour ma Pomme, UPP en quelque sorte... Mais il est aussi difficile, apparemment, de mettre deux pommes dans le même panier que deux coqs dans le même poulailler.

Ainsi donc, la rivalité entre les deux leaders de la droite fait que rien n'est organisé pour permettre la présentation d'un candidat commun. Banal problème d'héritage comme on en rencontre dans bien des familles bourgeoises qui se disputent les dépouilles bien avant l'heure. Mais ça n'est ni "Dallas", ni "Côte Ouest". Tout juste une production régionale, auvergnate.

Une histoire vraiment, mais vraiment primaire.

J.P.V.

ROLAND DUMAS À PLAT VENTRE DEVANT "NOTRE AMI LE ROI"

"Le roi m'a témoigné sa satisfaction et les relations entre la France et le Maroc reprendront leur cours, j'espère" a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, de retour de son voyage éclair à Rabat.

Mission accomplie, le ministre français est content de lui car "le roi est satisfait". La séance de courbettes et prosternation du ministre sera-t-elle payante ? Le roi a-t-il, en signe de pardon, donné au ministre Dumas, sa main à baiser dessus-dessous, selon le rituel consacré à la cour du Maroc, décrit par Gilles Perrault dans son fameux livre qui a suscité si fort le courroux royal ?

Car Roland Dumas, – et c'est lui-même qui le dit –, ne s'est rendu à Rabat que pour expliquer à Sa Majesté qu'en France la presse est libre de raconter ce qu'elle veut, les écrivains d'écrire selon leur fantaisie, du moment qu'ils trouvent un éditeur, que le gouvernement français n'y peut rien, mais vraiment rien, et que surtout cela ne doit en rien compromettre ni les bonnes affaires des sociétés françaises au Maroc, ni non plus les bonnes relations avec ceux des politiciens d'ici qui aiment tant les réceptions de "notre ami le roi".

Alors restent les prisonniers politiques, les tortures, l'arbitraire qui règnent au pays du despote Hassan II. Comme si cela devait entamer les juteuses relations d'affaires des sociétés françaises au Maroc.

Et puis Hassan II n'a-t-il pas fait un geste tout à fait royal et bien à son image sur la question des Droits de l'homme dans son pays ? N'est-ce pas lui qui a créé, par décret, le Conseil consultatif des Droits de l'homme qui doit tenir le 13 novembre la séance de clôture de sa première session ? Dans la droite ligne du voyage de Dumas au Maroc, on attend un petit geste d'encouragement du gouvernement français, un petit message reconnaissant la bonne volonté manifeste d'Hassan II sur la question des Droits de l'homme. Mitterrand aime tellement causer, précisément sur les Droits de l'homme !

Cécile BERNIER

CNPF

ENCORE ET TOUJOURS LE BLOCAGE DES SALAIRES

Pas gêné, le patronat français, qui par la bouche de Jean-Louis Giral, le président de la commission sociale du CNPF, vient d'adresser sa recommandation salariale pour 1991. Selon lui, *"l'année 1990 s'est caractérisée par une réelle progression de la masse des rémunérations du secteur privé qui garantira une augmentation du pouvoir d'achat"*. Ah bon ! Il faudra bien chercher les travailleurs qui auront eu la chance de s'en apercevoir.

Mais cela n'était qu'une entrée en matière, une façon de parler, pour introduire cette autre idée : *"Les incertitudes économiques pour l'année à venir, plus ou moins marquées suivant les secteurs et les entreprises, jointes à la nécessité, impérieuse dans ce contexte, de ne pas relancer l'inflation et de ne pas dégrader la situation des entreprises, requièrent de faire preuve de prudence et de réalisme dans la conduite de la politique salariale en 1991 et imposent, en particulier, de proscrire toute forme de retour à l'indexation"*.

A part la référence au "contexte", c'est chaque année la même recommandation. Pas d'augmentation générale des salaires, que des augmentations par individu, par entreprise, en fonction de l'augmentation de la productivité, avec un penchant pour "l'intéressement" et la "participation". En résumé : tout pour le profit de quelques-uns et le blocage des salaires pour tous.

Même si pour les patrons les temps étaient vraiment durs parce que la conjoncture est molle, ce qui reste encore à vérifier, ce qui est sûr c'est que les années précédentes, ils ont fait des profits sans précédent, qui leur permettent largement d'indexer nos salaires et de rattraper la perte de pouvoir d'achat que ceux-ci ont subie depuis bientôt une dizaine d'années de blocage. La recommandation du CNPF ne sera de toutes façons respectée que par les patrons qui le pourront. Et qu'ils le puissent ou pas, il dépend encore de notre volonté à nous, travailleurs, de ne pas nous laisser faire.

L.G.

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY portera sur :
LA POLOGNE APRÈS JARUZELSKY
VENDREDI 14 DÉCEMBRE à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, à Paris (5e)
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

LES BROCHURES DU CERCLE LÉON TROTSKY
Le texte de l'exposé du Cercle Léon Trotsky du 5 octobre est paru sous le titre :
LA CRISE DU GOLFE
L'agression impérialiste au Moyen-Orient
Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

Le "Glaive" en France

TOUT FINIT PAR SE SAVOIR

Eh bien, oui, il y avait aussi un réseau du "Glaive" en France. C'est le ministre qui l'a dit. Interrogé sur *Europe 1,* Chevènement, actuellement chargé de la Défense, l'a reconnu : *"Il est exact qu'une structure a existé, mise en place au début des années cinquante pour permettre la liaison avec un gouvernement qui se serait réfugié à l'étranger, dans l'hypothèse d'une occupation du pays... Cette structure a été dissoute sur ordre du président de la République. Elle n'a jamais eu, à ma connaissance, qu'un rôle dormant et un rôle de liaison".* Ah, qu'en termes galants ces choses-là sont dites !

Quant à savoir quand elle a été dissoute, cette structure, Chevènement ne peut le dire. Serait-ce en 1981, quand le "socialiste" Mitterrand est devenu président de la République, succédant à une lignée de présidents de "droite" ? Non, d'après Jean Guinel de *Libération* - qui ne cite pas ses sources mais qui semble bien informé -, le "Glaive" aurait été dissout il y a juste dix jours, comme par hasard après les déclarations du Premier ministre italien Andreotti sur le réseau-frère "Gladio" dans la péninsule.

Ainsi donc, il a fallu qu'éclate le scandale en Italie pour que le gouvernement français reconnaisse l'existence d'un réseau clandestin, de connivence avec l'OTAN et relevant de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) chargé de prévoir comment résister à une éventuelle occupation soviétique (au début des années cinquante, de quelle autre occupation aurait-il pu s'agir ?).

Que les fantasmes des politiciens de l'époque les aient amenés à mettre sur pied une telle structure, voilà qui en dit long sur leur trouille politique. Mais que trente ans après, la structure ait été encore en place, sinon en exercice, voilà qui en dit encore plus long sur la pesanteur des services secrets et de leur patron, l'Etat.

Il paraît qu'ici, en France, le réseau "Glaive" se serait contenté de peu : pas de stockage ni de caches d'armes, pas de liaison avec l'extrême-droite, pas d'activités suspectes. Il dormait, le "Glaive", les yeux ouverts et les oreilles dressées grâce aux postes émetteurs-récepteurs révolutionnaires dont les membres du réseau auraient été dotés à la fin des années soixante-dix.

Bref, il rêvait à la résistance, comme d'autres s'amusent avec leur train électrique.

On a les taupes qu'on peut !

La morale de cette histoire, larirette, larirette, c'est que, parfois, plus on est haut, plus on est bête.

C. B.

De l'Italie à la Belgique

UN "GLADIO" BIEN COMPROMETTANT

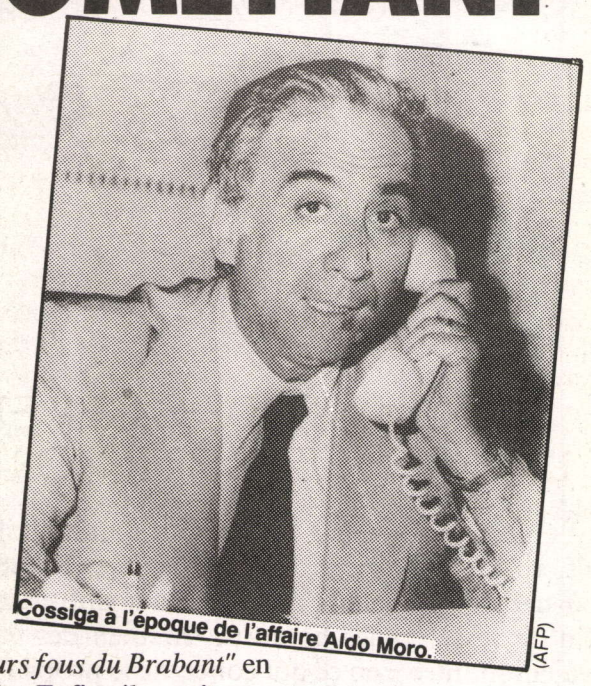
Le président de la République, Francesco Cossiga, cité à comparaître comme n'importe quel quidam par un "petit" juge vénitien, voilà le dernier épisode de l'enquête sur le réseau "Gladio" en Italie. Cossiga, avant d'être élu président en 1985, a été en effet de bien des gouvernements, et notamment sous-secrétaire d'Etat à la Défense dans les années soixante, avant d'être ministre de l'Intérieur lors de l'enlèvement et de l'assassinat d'Aldo Moro en 1978. Bref, il pourrait, lui aussi, comme beaucoup d'hommes politiques italiens, en savoir long sur le réseau "Gladio" et sur ses liens possibles avec bon nombre d'affaires qui ont défrayé la chronique dans la péninsule. C'est pourquoi le juge Felice Casson, ce juge à qui les hasards de la procédure pénale ont mis entre les mains l'enquête sur l'affaire "Gladio", a envoyé un motard à la présidence de la République demander *"si le chef de l'Etat était disponible pour être entendu comme témoin"*.

Mais voilà, Cossiga ne veut pas comparaître devant le juge. Pour ne pas dire non lui-même, il a soumis l'affaire au gouvernement, qui lui-même a décidé de soumettre à la Cour constitutionnelle la question de savoir si un président de la République a à répondre à la convocation et aux questions d'un simple juge d'instruction. Mais tout ça ne fait évidemment pas très bel effet.

Si cela peut consoler Cossiga, ses collègues politiciens ne font pas vraiment meilleure figure dans cette affaire "Gladio". Pas très convaincant, l'actuel président du Conseil Andreotti qui jure ses grands dieux que les "gladiateurs" enrôlés dans ce service secret de l'OTAN, censé organiser des actions de guerilla en cas d'invasion de l'Italie par des troupes soviétiques, n'ont jamais rien eu à voir avec les attentats et autres complots troubles qu'a connus le pays depuis trente ans. Pas très convaincant non plus, son prédecesseur socialiste Craxi, qui croit bien se rappeler en effet qu'en 1984, alors qu'il était président du Conseil, il eut à signer *"pris connaissance"* au bas d'un document qui l'informait de l'existence d'une organisation secrète qui n'était autre que le réseau "Gladio"...

Alors l'affaire "Gladio" n'a pas fini de faire des vagues en Italie et est peut-être en passe de déboucher sur une crise politique. On parle d'élections anticipées, voire de remplacement anticipé du président de la République. Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on saura la vérité sur les actions de ce curieux réseau. Car au même moment, on parle aussi de dessaisir de l'enquête ce juge Casson décidément un peu trop... casse-bonbons.

Et puis l'affaire, on le sait, a largement débordé les frontières italiennes. La France avait son réseau "Glaive", mais aussi la Grèce son réseau "Peau de mouton rouge" (!). En Belgique, comme en Italie, on se demande si le réseau local n'aurait pas collaboré à quelques opérations terroristes comme celles des *"tueurs fous du Brabant"* en 1985... Enfin, il paraît que tous ces réseaux étaient coordonnés par un "comité clandestin allié" dont la dernière réunion aurait eu lieu à Bruxelles, pas plus tard qu'au mois d'octobre...



Cossiga à l'époque de l'affaire Aldo Moro. (AFP)

On ne va tout de même pas nous dire qu'un tel réseau, édifié pour faire face à rien moins qu'une invasion soviétique de l'Europe occidentale, ne va pas être capable d'étouffer le scandale soulevé depuis qu'on connaît son existence ?

André FRYS

(AFP) (AFP) (AFP)

Quelques-uns des gouvernements italiens qui se sont succédé au cours des dernières décennies, "Le Gladio ? Mais de quoi s'agit-il ?"

Golfe

Malgré les renforts annoncés

LES DIRIGEANTS US HÉSITENT TOUJOURS À DÉCLENCHER LA GUERRE

Voilà bientôt trois mois et demi que la crise du Golfe a commencé, et il n'y a toujours rien qui permette de savoir si l'on se dirige vraiment vers la guerre.

Au fil des semaines, on assiste à une alternance de périodes où l'accent est mis plutôt sur la diplomatie – lorsque Saddam Hussein accueille des personnalités comme Nakasone ou Willy Brandt et qu'il relâche quelques otages – et d'autres périodes où c'est la tonalité belliqueuse qui domine. Ces derniers temps, la dominante était plutôt guerrière.

LA TOURNÉE DE BAKER ET L'ANNONCE DES RENFORTS

Le secrétaire d'Etat américain, James Baker, a fait, au Moyen-Orient, en Europe et en URSS, une tournée des dirigeants de la croisade anti-irakienne afin de resserrer les boulons, car bien des «alliés» avaient montré – en ce qui concerne le problème des otages notamment – une tendance à jouer leur propre jeu. James Baker s'était donné comme objectif de raffermir l'alliance en vue d'une offensive éventuelle et il a estimé avoir réussi sa tournée.

Baker a rencontré Chevarnadzé, le ministre soviétique des Affaires étrangères, et Gorbatchev lui-même. Selon lui, les dirigeants soviétiques ne parleraient plus d'emploi «inacceptable» de la force armée, comme ils l'avaient déclaré auparavant, mais ils demanderaient qu'une attaque éventuelle contre l'Irak se fasse après accord de l'ONU.

Et puis surtout George Bush a décidé, le 8 novembre, l'envoi d'au moins 100 000 soldats américains supplémentaires avec du matériel en conséquence. Le corps expéditionnaire US dépasserait alors les 330 000 soldats dans le Golfe. Il s'agirait, selon Bush, de se préparer à une *«option militaire offensive adéquate»,* car jusqu'à présent, officiellement du moins, les troupes américaines n'étaient là que pour empêcher l'Irak d'envahir l'Arabie saoudite et les Emirats (ce que l'Irak d'ailleurs n'avait sans doute nullement l'intention de faire).

En même temps, les dirigeants américains ont répété sur tous les tons que, s'ils souhaitaient bien sûr une issue pacifique à la crise, c'est-à-dire que l'Irak se retire du Koweït, ils étaient parfaitement prêts à en découdre, que ce n'était pas du bluff, etc. Les Egyptiens et les Britanniques ont décidé eux aussi d'envoyer quelques renforts. Quant à Roland Dumas, le ministre français des Affaires étrangères, plein de sagacité, il a diagnostiqué : *«la situation se tend»* et a invité les dirigeants irakiens à *«prendre la situation très au sérieux» ;* au cas où jusqu'à présent ils l'auraient prise à la rigolade ?

NOUVEAUX SOLDATS ET NOUVEAUX DÉLAIS

Tout ceci ne constitue cependant pas vraiment des faits nouveaux. L'accumulation de soldats et d'armements dans le Golfe a sans doute pour but de rendre «l'option militaire» de plus en plus crédible. Mais cette accumulation de petits ou de gros pas militaires en avant, de coups de semonce, de menaces, sont avant tout des moyens de pression destinés à tenter d'impressionner Saddam Hussein et à le contraindre à reculer.

Reste bien sûr que si l'Irak continue de refuser, on voit mal les alliés se résigner à avoir déplacé, à eux tous, quatre à cinq cent mille hommes dans le Golfe pour rien. Ils n'en continuent pas moins, en fait, à repousser de mois en mois une action militaire. Le secrétaire d'Etat américain à la Défense a estimé que les renforts US ne seraient pas prêts avant le *«début de l'année prochaine»* au moins. Ce qui laisse encore deux ou trois mois de délai durant lesquels les alliés disent espérer que l'embargo finira par faire de l'effet.

Pourtant, pour le moment, même s'il est bien difficile d'en juger, l'embargo est loin de mettre l'Irak aux abois. D'après les reportages la population irakienne ne paraît pas affamée, et l'économie semble fonctionner. Les autorités ont bien sûr pris quelques mesures de rationnement, et disent avoir entrepris de lutter contre la spéculation de certains commerçants et paysans qui refusaient de livrer leurs produits aux circuits d'Etat, autrement dit qui les stockaient et faisaient du marché noir. Mais on sait aussi que des marchandises iraniennes arrivent en Irak et que le passage par la Jordanie n'est pas bloqué. Alors où en sera-t-on d'ici deux ou trois mois ?

Mais la raison fondamentale qui retarde la guerre reste tout de même le fait que les USA – et leurs alliés – la redoutent.

Gamma

Ils craignent les destructions qui pourraient ravager le Golfe tout entier, la première région pétrolière du monde. Ils craignent de ne pas venir à bout de l'Irak si facilement que cela, même si la supériorité militaire des USA ne fait aucun doute. Ils craignent d'y perdre beaucoup d'hommes même s'ils parviennent à mettre en première ligne les contingents d'Arabie saoudite, d'Egypte ou du Maroc. Ils ne sont pas sûrs que l'écrasante supériorité aérienne des USA ne soit suffisante pour empêcher un conflit qui s'enlise dans le désert d'Arabie comme autrefois dans la forêt et les rizières du Vietnam.

L'opinion publique aux USA ne semble pas vraiment opposée, pour le moment, à l'envoi du contingent dans le Golfe. Mais qu'en serait-il si la guerre venait à durer et s'il y avait beaucoup de morts ? Et puis surtout, qu'en sera-t-il dans les pays arabes, où les dirigeants ont beau avoir généralement choisi le camp américain, chacun sait que les masses populaires sont du côté de l'Irak ? Tant que la guerre n'éclate pas, le divorce entre les gouvernants et les masses reste peu visible, mais en cas de conflit, la situation pourrait devenir explosive.

Pour toutes ces raisons l'impérialisme américain continue d'hésiter. La guerre du Golfe, si elle éclate, serait une réédition des guerres coloniales d'il y a quelques décennies. Des guerres coloniales que, au bout du compte, les impérialistes ont toutes perdues. Alors il ne faut pas s'étonner qu'ils y réfléchissent à deux et même plusieurs fois, avant de se lancer dans une nouvelle aventure guerrière. Et c'est, au fond, la peur des peuples et de leurs réactions qui arrête leurs bras. Une peur salutaire...

André VICTOR

Etats-Unis

L'appel aux urnes de Bush

Les résultats des élections tenues le 6 novembre dernier aux Etats-Unis n'ont pas donné l'indication sur l'état d'esprit de la population que beaucoup attendaient, que ce soit avec espoir ou avec appréhension comme Bush lui-même.

On sait que tous les deux ans une série d'élections et de votes divers sont tenus au début novembre : représentants au Congrès, une partie des sénateurs, députés des parlements et gouverneurs des différents Etats, maires, juges, référendums de toutes sortes, etc. etc. Tous les quatre ans il y a aussi l'élection du président lui-même. Les élections qui se déroulent entre deux élections présidentielles sont appelées celles du «mi-mandat». C'était cette année une élection du mi-mandat.

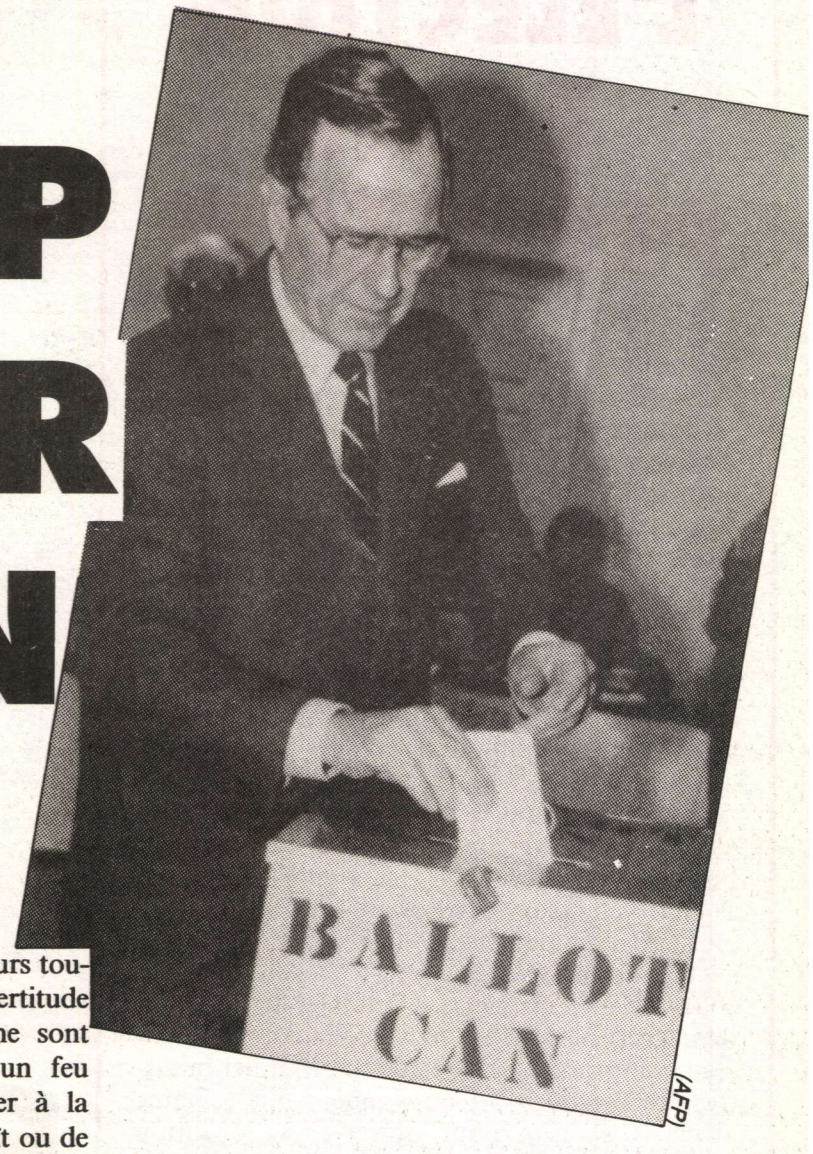
Les Démocrates ont acquis quelques sièges supplémentaires au Congrès, où ils avaient déjà la majorité, sans que cela change du tout le rapport des forces. Il est de tradition que le parti qui n'est pas celui du président connaisse quelques succès à «mi-mandat». Bush est Républicain. La tradition a été respectée.

Les Démocrates ont pris les sièges de gouverneur du Texas et de la Floride. Mais les Républicains ont finalement remporté celui de la Californie. Là aussi le match est plutôt nul.

Même là où, directement ou indirectement, certaines de ces élections recoupaient une vraie question de la société américaine (problème du racisme ou encore le droit à l'avortement) le résultat est aussi peu significatif. Des candidats noirs ou hispaniques ont été élus pour la première fois dans des régions traditionnellement réservées aux représentants des Blancs racistes. Des ultra-réactionnaires, et même ceux du Ku Klux Klan, ont obtenu de bons résultats contre leurs adversaires libéraux dans d'autres régions, réputées moins conservatrices.

Bush s'est dit finalement soulagé au vu des résultats. C'est sans doute la preuve qu'il s'attendait à pire. Avant, il affectait l'optimisme, demandant presque ouvertement aux électeurs américains de cautionner sa politique, en particulier dans le Golfe. Ses réactions ensuite montrent qu'il est rien moins que sûr d'avoir le soutien du peuple américain pour ses aventures bellicistes au Moyen-Orient.

UN COUP POUR RIEN



(AFP)

Bush doit d'ailleurs toujours être dans l'incertitude car ces résultats ne sont certainement pas un feu vert pour se lancer à la conquête du Koweït ou de l'Irak.

Il paraîtrait qu'il a tout de même reçu quelques signaux significatifs. On ne sait pas trop si les abstentions ont été encore plus nombreuses cette année que d'habitude. Les résultats officiels ne sont publiés que des mois après les élections elles-mêmes. Mais ce qui semble sûr par contre c'est que les troufions américains en Arabie, eux, n'auraient pratiquement pas jugé bon de faire le moindre geste électoral. Ils n'ont en effet pratiquement pas participé, comme on les y invitait afin qu'ils se sentent quand même toujours reliées à la mère-patrie.

Ce n'est sans doute pas la rébellion ; c'est peut-être quand même une façon de dire m... à tous les politiciens qui les ont envoyés là-bas. Bush en premier.

J. M.

Japon

SOLEIL LEVANT : ÇA EMPIRE !

(AFP)

On s'extasie sur la technologie avancée du Japon. Et les journalistes, à la recherche d'images insolites, n'ont pas manqué de mettre en parallèle les aspects les plus modernes de cet archipel situé aux antipodes et le caractère ancestral, issu de traditions légendaires, des cérémonies du couronnement du nouvel empereur du Japon, Akihito.

Le paradoxe n'est qu'apparent. En fait, le capitalisme «moderne» s'accommode de ce vieux fatras conservé depuis l'an 810 et dont le cérémonial, modifié au fil des siècles pour s'adapter aux nécessités politiques du moment, a servi à maintenir le pouvoir des classes dominantes : féodaux d'abord, capitalistes depuis la fin du siècle dernier. Encore qu'on ait eu du mal à démêler les uns des autres.

Certes tout cela paraît anachronique, d'un autre âge. Tout comme ces royautés symboliques, mais richement dotées en biens et en revenus, qui subsistent encore en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suède, et dans quelques pays considérés comme à l'avant-garde du progrès. Mais c'est un aspect de ce monde capitaliste qui sert de décorum – coûteux – destiné parfois à amuser, et à abuser, le bon peuple. Et qui sert d'autres fois à lui imposer une férule féroce, comme ce fut le cas avec le prédécesseur d'Akihito, l'empereur Hiro Hito.

Quoi qu'on en dise, ce spectacle, où l'on voit le nouvel empereur, avec sa toque et son costume qui symbolise paraît-il le soleil, côtoyer Rocard en haut-de-forme, n'est pas que ridicule. Il symbolise ce monde prétendument moderne et qui n'est pas tout à fait sorti du Moyen Age. Il reste du ménage à faire !

Irlande

L'ÉLECTION D'UNE PRÉSIDENTE

En Irlande, le poste de président de la République est honorifique et le président est sans pouvoir. Pourtant, le résultat de l'élection, qui vient d'avoir lieu le 7 novembre en vue de son renouvellement pour une durée de sept ans, revêt une signification politique inhabituelle. En effet, non seulement le candidat du Fianna Fail – le parti nationaliste qui domine la vie politique en République d'Irlande depuis son origine – a été battu, mais il a été battu par une femme, Mary Robinson, candidate indépendante présentée par le petit Parti Travailliste.

Il faut dire que le rival de Mary Robinson n'était pas très reluisant. Brian Lenihan, du Fianna Fail, a derrière lui trente ans d'une carrière chargée, au cours de laquelle il a été plusieurs fois ministre à divers postes. Il était encore ministre de l'Intérieur il y a peu. Mais, au cours de la campagne, des scandales du passé ont refait surface, dans lesquels Lenihan notamment était compromis. Si bien que son Premier ministre a même dû le «démissionner» une semaine avant le scrutin, pour préserver sa coalition gouvernementale et éviter des élections parlementaires.

Exit donc le politicien discrédité. Mary Robinson est une figure relativement jeune et nouvelle sur la scène du pouvoir en Irlande, mais ce n'est peut-être pas là le plus significatif de l'affaire. C'est surtout une avocate, professeur de droit, qui s'est illustrée dans des batailles juridiques en faveur des femmes et des minorités, plus généralement destinées à libéraliser, ou tout simplement moderniser la législation irlandaise, en matière de droit au divorce, à la contraception, à l'avortement, de droits des enfants issus de couples non mariés ou de droits des homosexuels.

Elle n'est sans doute pas la terrible «socialiste» que ses adversaires dénoncent avec virulence, mais un tel combat libéral et moderniste, dans ce pays dominé par l'Eglise catholique et ses préjugés réactionnaires, suffit à la faire apparaître comme «radicale». D'autant qu'elle a clairement annoncé son intention de ne pas se cantonner au rôle d'inauguratrice de chrysanthèmes.

Sa victoire à la présidence traduit peut-être une évolution de la conscience et des aspirations d'une fraction sensible de la population, parmi les femmes, les jeunes, les travailleurs des villes.

Il est vrai que le poids du conservatisme, le poids étouffant des «valeurs» catholiques, ils l'ont longuement expérimenté.

Christiane LE GUERN

LUTTE DE CLASSE
de novembre est parue
(Supplément "spécial URSS" au n° 34)

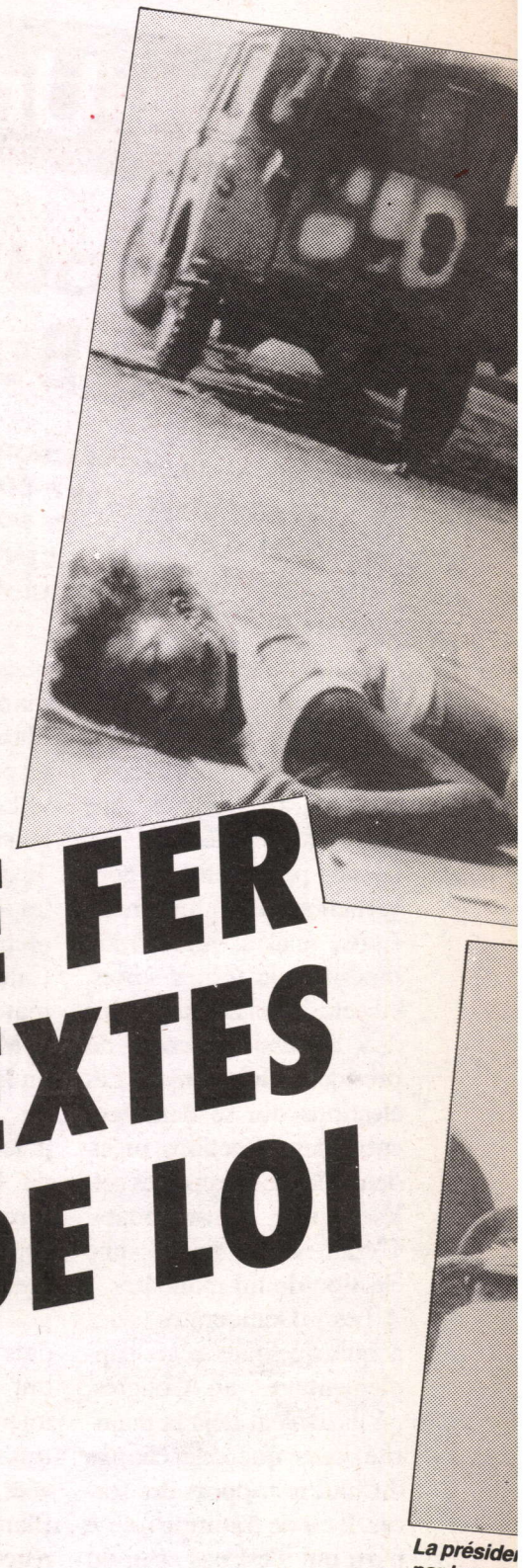
Au sommaire :
- **LA BUREAUCRATIE ET L'ATTRACTION DU CAPITALISME**
- **LA CRISE DU POUVOIR**
- **ECONOMIE PLANIFIEE ET GESTION BUREAUCRATIQUE**
- **LA BUREAUCRATIE FACE A LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE SOVIETIQUE.**

Envoi contre 12 F en timbres.

Attention, exceptionnellement, ce numéro est paru sous forme d'une édition en français d'une part, d'une édition en anglais et espagnol d'autre part. Préciser l'édition voulue à la commande.

Haïti

FACE AUX MACOUTES : ENGAGER LE FER ET NON DES TEXTES DE LOI



La présidei
par les mili

Le Conseil Electoral Provisoire vient d'annuler la candidature de Roger Lafontant aux élections présidentielles du 16 décembre prochain en Haïti.

Roger Lafontant est l'ancien chef des milices macoutes de Duvalier. Lui-même est un ancien tortionnaire notoire ayant sur les mains le sang de nombreux prisonniers passés dans les geôles de Duvalier.

Cette décision fait donc craindre en Haïti une nouvelle flambée de violence, de fusillades, d'assassinats et d'exactions venant des tontons macoutes, qui n'ont jamais été vraiment mis à la raison depuis le départ de Duvalier.

La presse déclare que des patrouilles militaires auraient pris position en certains points du pays en prévision d'une réaction des tontons macoutes de Lafontant.

Mais si, aujourd'hui le CEP (Conseil Electoral Provisoire), soutenu par le gouvernement de Mme Trouillot, en est à interdire à cet assassin sa candidature aux élections présidentielles à un peu plus d'un mois des élections, c'est bien parce que tout a été fait auparavant pour permettre à Lafontant, dans l'impunité la plus totale, d'en arriver là.

D'abord, exilé et sous le coup d'un mandat d'arrêt, Lafontant est entré en juillet dernier en Haïti, par la grande porte, à l'aéroport de Port-au-Prince. Ensuite, les menaces d'arrestation lancées contre lui sont restées lettre morte. Ce chef macoute a donc pu, tout à fait à l'aise, réunir des amis et reprendre une assise politique dans le pays, pendant que des bandes de «zinglindos» (bandes de tueurs à ses ordres) semaient la terreur au sein de la population. «*Vive Lafontant*» c'est ce que ses bandes ordonnaient aux gens de crier dans la rue, sous peine de les tabasser ou de les tuer...

Le gouvernement de Mme Trouillot n'a rien fait contre cela. Il a laissé faire au point que Lafontant, toujours plus sûr de lui, a trouvé l'audace de porter plainte contre les poursuites engagées contre lui et... a obtenu gain de cause.

Il a sans doute pu trouver de nombreux appuis au sein même de l'appareil d'Etat, de la justice, de l'armée et de la police, structures il est vrai toujours truffées d'anciens tontons macoutes. Il a pu trouver le soutien de quelques grands bourgeois et possédants haïtiens ou étrangers, bénéficier du soutien actif ou de la complaisance des USA. Bref, toujours est-il que Lafontant et son complice William Régala, ex-ministre de l'Intérieur de Duvalier, massacreur notoire, apparaissent aujourd'hui comme les chefs duvaliéristes et tontons macoutes ambitionnant à nouveau les rênes du pouvoir, au su et au vu de tous.

Quelques années après le «déchoukage» ils bénéficient aussi aujourd'hui d'une plus grande lassitude de la population et d'un recul de sa mobilisation contre les tontons macoutes.

La récente décision du CEP prête donc à sourire aujourd'hui.

C'est le dernier sursaut d'un organisme de plus en plus affaibli et qui a constamment reculé devant les tontons macoutes depuis de longs mois. Et il n'est pas certain qu'il maintienne sa décision face aux menaces et aux protestations des macoutes.

Depuis la chute de Duvalier, les exactions de l'armée et des macoutes, n'ont jamais cessé.

(AFP)

(AFP)

...rtha Pascal Trouillot, encadrée ...s.

Mais quand bien même le CEP maintiendrait cette décision, cela n'aboutirait qu'à empêcher les chefs macoutes de revenir légalement au pouvoir.

Mais cela n'empêcherait pas un éventuel coup d'Etat, avant les élections, avec le soutien d'une fraction de l'armée dont certains gradés restent proches d'un Lafontant ou d'un colonel Régala, ex-dirigeant de l'armée.

Cela n'empêcherait pas non plus que les macoutes organisent à nouveau, avant ou pendant les élections de nouveaux massacres et perturbent, voire empêchent ces élections de se dérouler.

C'est ce qu'ils avaient déjà fait lors des élections bidon de novembre 1987 en faisant assassiner des dizaines d'électeurs dans un bureau de vote de Port-au-Prince (...).

Pour mettre au pas les macoutes, il faudra que les travailleurs et la population se fassent craindre d'eux. Ils ne devront pas compter sur la légalité constitutionnelle, celle du gouvernement ou du CEP que les macoutes foulent au pied impunément et constamment.

La seule légalité qui compte, c'est celle du plus fort. Cela, les tontons macoutes, les Lafontant, les Régala l'ont bien compris. L'armée aussi l'a compris, elle tire plus facilement sur le peuple que sur les bandes macoutes. Aujourd'hui, elle patrouille dans les rues plus pour intimider la population que les bandes macoutes.

Aux travailleurs et à la population pauvre d'Haïti de le comprendre aussi en forgeant leur propre force vigilante et combattante.

Extrait de *Combat ouvrier* du 10 novembre 1990, hebdomadaire trotskyste antillais.

Élections syndicales

Espagne

DES SYNDICATS COMBATIFS... QUAND IL S'AGIT DES PLACES !

En Espagne, après la chute du régime franquiste, ceux qui ont dirigé la* "transition vers une démocratie parlementaire" *ont décidé d'étaler les élections syndicales sur une période de 3 mois, en donnant aussi aux centrales syndicales la possibilité de fixer unilatéralement les dates des élections dans chaque entreprise à la fin de chaque période de mandat des délégués. Ce mandat était de 2 ans entre 1978 et 1982, il est de 4 ans depuis.

En 1986, cet artifice légal a bénéficié à la centrale socialiste UGT (celui qui convoque prend quelques longueurs d'avance sur ses partenaires et a de grandes possibilités de l'emporter dans 200 000 petites et moyennes entreprises). En plus, l'UGT était encore, à cette époque-là, la *"courroie de transmission"* du PSOE et le gouvernement socialiste lui avait octroyé un acompte *"sur le patrimoine syndical"* de plus de 4 000 millions de pesetas pour financer sa campagne. Cela avait permis à l'UGT de dépasser alors les CCOO (Commissions ouvrières - syndicat lié au PC) en nombre de voix et de délégués (UGT, 40,90% et 66 411 délégués, contre 34,50% et 56 065 délégués CCOO). Malgré tout, les CCOO avaient réussi à compenser cette perte en l'emportant dans la plupart des grandes entreprises.

Après cette expérience, les dirigeants des CCOO ont pris les devants cette année et ont décidé, au mois de juillet, de donner des préavis de vote pour leur compte dans 200 000 entreprises et de fixer les élections syndicales entre le 1er octobre et le 15 décembre. Comme il fallait s'y attendre, cette initiative a été très mal prise par les dirigeants de l'UGT, lesquels s'étaient éloignés depuis quelques années de leurs copains du gouvernement socialiste et maintenaient une espèce d'unité d'action avec les CCOO depuis le succès de la grève générale du 14 décembre 1988. Surtout parce que, si cette grève n'avait pas fait avancer d'un pas les revendications des millions de travailleurs qui y avaient participé, elle avait permis aux dirigeants de ces centrales syndicales de réaliser ce à quoi ils rêvaient depuis longtemps : être considérés comme des interlocuteurs privilégiés par le gouvernement.

Pendant ce temps-là, Redondo, le secrétaire général de l'UGT, ne cessait de répéter que *"cette idylle avec les CCOO sera éternelle"*. Mais cette lune de miel n'a pas été si longue. Tant qu'ils étaient assis autour du tapis vert avec le gouvernement, le mariage UGT-CCOO semblait un mariage d'amour, mais il a suffi que les intérêts affleurent (le nombre de délégués détermine les subventions gouvernementales et les sièges dans les organismes paritaires) pour que volent les assiettes. En hurlant contre le secrétaire général des CCOO, Gutierrez, après avoir pris connaissance des "pré-avis" lancés par les CCOO, Redondo avait l'air du conjoint trompé qui souffre l'humiliation d'être le dernier à savoir que son partenaire lui est infidèle. Et il est allé jusqu'à porter plainte aux tribunaux contre les CCOO. Finalement, les juges ont donné raison aux CCOO et les élections ont commencé et finiront selon les dates fixées par ce syndicat.

Maintenant, il faudra attendre jusqu'à la fin de l'année pour connaître les résultats définitifs. Mais tout semble indiquer que les CCOO vont perdre leur hégémonie dans les grandes entreprises privées et publiques.

Dans l'automobile (SEAT, FASA-RENAULT et GENERAL MOTORS), l'UGT l'a emporté. Dans la TELEFONICA (75 000 travailleurs), les CCOO et l'UGT sont presque à égalité, mais les CCOO ont perdu la majorité absolue qu'elles avaient obtenue dans les précédentes élections.

Mais, tandis que les centrales syndicales restent mobilisées dans cette longue campagne électorale (elles ont engagé 10 000 militants chacune comme "agents électoraux"), les patrons ont la voie libre, surtout dans l'automobile, pour imposer des licenciements ou des réductions des horaires de travail. Par exemple, SEAT vient d'annoncer le licenciement de 700 travailleurs éventuels ; FASA-RENAULT a décrété une réduction des journées travaillées et a fait chômer dans un premier temps 11 000 travailleurs pendant 12 jours entre le 15 octobre et le 2 novembre et ENDSA, l'usine qui fabrique les camions PEGASO (5 000 travailleurs) veut paralyser pratiquement la production en limitant les journées de travail à 3 jours par mois.

Et le fait que, pendant ce temps-là, les dirigeants de l'UGT et des CCOO n'aient d'autre souci que d'arriver les premiers dans cette course aux subventions et aux sièges, sans s'épargner les coups bas et les insultes publiques montre bien où se trouver le centre de leurs intérêts.

Colette BERNARD

Au Moyen-Orient l'armée française apporte son matériel en démonstration. L'ennui c'est que les Américains sont beaucoup plus démonstratifs.

(AFP)

CANONS À VENDRE !

***«J'ai vendu du mouron, mais ça n'a pas marché ; j'ai vendu des cravates, les gens étaient fauchés...»*, chantait Boris Vian dans une chanson sur les marchands de canons qui, après quelques tâtonnements, avaient enfin trouvé le marché du siècle.**

Voilà pourtant que les marchands de canons français pleurent famine cette année. Un mal qui répand la terreur parmi eux s'est abattu depuis plus d'un an ; et s'ils sont loin d'en mourir, tous sont touchés, les Dassault, les Matra et consorts... Les ventes d'armes françaises à l'étranger auraient baissé de moitié en 1989 par rapport à 1988, dans tous les domaines : dans l'aéronautique avec 10 milliards de francs de ventes en 1989, contre 19 en 1988 ; dans l'armement terrestre avec 7 milliards de vente en 1989 contre 13 en 1988 ; dans le matériel naval avec 2,5 milliards en 1989, contre 4 en 1988. Et la situation ne semble pas devoir s'améliorer en 1990. Même si on voit que les sommes restent malgré tout coquettes.

Quelle misère ! Le monde vivrait-il en paix ? Il y a trop de bruits de bottes en ce moment pour le croire vraiment. Mais, si ce n'est pas la paix, en revanche c'est bien la misère.

Car le marché intérieur, celui que Chevènement offre aux industriels français avec nos impôts, n'a pas périclité ; pas plus que n'ont périclité, dans le domaine des exportations, les ventes à l'Amérique du Nord. Mais le drame vient des pays du Maghreb (5,5 milliards de ventes en 1989 contre 20 milliards en 1988) et du Moyen-Orient (1,5 milliard en 1989 contre 5,4 en 1988), qui n'auraient plus aujourd'hui les moyens de payer autant de joujoux à leurs colonels qu'avant, eux qui étaient «nos» meilleurs clients. On les a plumés, endettés, notamment en leur vendant des armes, on a fait chuter le cours des matières premières qu'ils exportaient... Et les banquiers veulent en plus qu'ils remboursent leurs dettes. Comment voulez-vous que le commerce marche après ça ?

On aurait pu se dire que la crise du Golfe allait relancer les affaires. Pour les ventes à l'armée française, sûrement : l'intervention militaire des troupes françaises pourrait être une affaire pour les Matra et les Dassault, surtout si les troupes passent à l'action, et s'il faut donc remplacer le matériel utilisé. Contribuables à vos poches !

Mais pour les exportations c'est une autre affaire. En attirant Mitterrand dans son char, Bush a déjà privé les industriels français du marché irakien (sauf contrebande, toujours fréquente en ces cas-là, et couverte par les autorités de l'Etat). Ce sont les Etats-Unis qui se sont, de fait, arrogé le privilège d'équiper l'Arabie saoudite et l'Egypte. Et, commente le rapport parlementaire, même le retrait des troupes américaines du Golfe laisserait en héritage sur place tellement de matériel, que les armées locales auront alors tout avantage à continuer à s'équiper américain, ne serait-ce que pour pouvoir sans peine se fournir en pièces détachées.

Le débarquement en Arabie saoudite n'est pas encore la guerre contre l'Irak, mais c'est déjà de fait, dans un marché qui semble s'être un peu restreint, la guerre des marchands de canons entre eux !

Olivier BELIN

France-Télécom et les téléphones argentins :

LES ÉTATS AU SERVICE DES TRUSTS

C'est jeudi 8 novembre que le président Menem a remis en grande pompe, à ses nouveaux propriétaires, la Compagnie nationale des téléphones argentins que le gouvernement argentin a décidé de privatiser. France-Télécom associé à la compagnie italienne STET pour le réseau téléphonique du nord du pays, la compagnie espagnole Telefonica pour le réseau du sud, de Buenos-Aires à la Terre de Feu.

A part un petit acompte de 214 millions de dollars à la signature de la vente (114 millions pour le réseau sud, 100 pour le réseau nord), l'achat des téléphones argentins sera payé dans les mois qui viennent par le rachat, par les compagnies européennes, d'une partie de la dette extérieure de l'Argentine : la compagnie espagnole payera sa part en rachetant 2,7 milliards de dollars de dettes de l'Argentine, France-Télécom et le groupe italien associé payeront la leur en en rachetant 2,3 milliards de dollars. Un bon exemple de ce qu'il en est de ces *«réductions de dettes»* des pays pauvres dont on parle aujourd'hui : on réduit les dettes en saisissant les biens. Quant aux Argentins eux-mêmes ils viennent de subir une hausse vertigineuse des tarifs téléphoniques exigée par les acquéreurs avant de signer le marché.

Le changement de statut des télécommunications en France – avec la loi Quilès de réforme des PTT, qui doit aboutir à partir de janvier 1991 à l'autonomie financière de la partie télécommunications (France-Télécom) d'un côté, et de la partie Poste de l'autre – a été faite, entre autres, pour permettre à France-Télécom de se lancer dans des investissements à l'étranger.

Et c'est ainsi que la compagnie publique française des téléphones se trouve être (par l'intermédiaire de sa filiale France-Câbles et Radio) l'un des trois principaux acteurs de la privatisation des téléphones publics argentins.

Le journal *Libération* du 12 novembre salue cet achat en ces termes : *«Une victoire stratégique, mais il faudra attendre longtemps avant que l'investissement devienne rentable»*. Car, explique le journal, le réseau téléphonique argentin est particulièrement délabré, sans entretien depuis des mois, il faut attendre deux ans au moins pour obtenir une ligne, à moins d'avoir les moyens de payer 10 000 à 15 000 F pour en obtenir une plus rapidement.

Mais cela n'est pas forcément un problème pour France-Télécom, car les investissements de la compagnie d'Etat n'ont pour but que d'aider à propulser les trusts privés de l'électronique et de la téléphonie sur le marché mondial. Après que les Télécoms eurent, dans les années 70, offert aux trusts français de l'électronique le marché de la modernisation du réseau téléphonique en France (et en payant leurs fournitures, qui plus est, à prix d'or), ils vont leur amener, sur un plateau maintenant, une part du marché de celle des téléphones argentins.

O. B.

Alcatel-Transmissions FA (Levallois)

DES MANŒUVRES POUR POUSSER DES TRAVAILLEURS VERS LA SORTIE

ATFH, filiale d'Alcatel, fabriquant des faisceaux hertziens dans l'usine de Levallois, de «restructuration» en «rationalisation», a vu ses effectifs passer de 2 800 à 1 550. D'ici août 1991, l'usine sera transférée vers Nanterre. La direction empochera le prix des terrains vendus à prix d'or aux promoteurs immobiliers, amis du maire RPR Balkany, et, au passage, elle espère se débarrasser des salariés dont elle estime ne plus avoir besoin.

Depuis des mois, elle maintient un climat d'incertitude : *«Iront à Nanterre ceux qui seront présents à Levallois la veille du déménagement»*. Elle favorise d'ailleurs les départs de ceux qui le désirent depuis des années, en offrant le minimum.

LES PRESSIONS HYPOCRITES...

Dans ce contexte, la convocation des plus de 56 ans représentait un changement de vitesse dans l'attitude de la direction.

Le rendez-vous était pris à la demande de la hiérarchie. Mais le chef du personnel – un nouveau venu qui fait du zèle – a eu le culot de recevoir les personnes convoquées en leur disant qu'il le faisait à leur demande ! Parmi les chefs, certains n'ont pas trop joué ce jeu : ceux en surcharge de travail pour qui le départ de travailleurs anciens et compétents désorganiserait le service...

La direction propose de répartir la prime de licenciement sur les mois restant à courir jusqu'à la retraite, et en l'ajoutant aux 57 % du salaire brut payés par les ASSEDIC, pour démontrer que ces travailleurs ne viendraient travailler que pour quelques centaines de francs de plus.

...D'UNE DIRECTION PINGRE

En fait, cela représente seulement ce que toucheraient les travailleurs s'ils restaient jusqu'à 60 ans. La direction ne veut ni compenser la perte d'argent représentée par la différence entre les salaires et ce que versent les ASSEDIC, ni revaloriser la prime de licenciement en fonction de la hausse des prix, ni prendre en charge le coût des mutuelles et encore moins prendre en compte la CSG que ces travailleurs devront acquitter, si la loi n'est pas repoussée. Quant au véritable régime de pré-retraite existant par le passé, la direction n'a pas l'intention de le ressusciter.

Les réactions des travailleurs sont diverses. Ouvriers très qualifiés, techniciens et agents de maîtrise, en âge de partir, sont prêts à perdre 1 000 à 1 500 F ; l'envie de partir l'emporte sur la perte de pouvoir d'achat (il leur restera normalement 7 à 9 000 F pour vivre). Chez les câbleuses, moins bien payées et ne totalisant pas toujours suffisamment d'ancienneté, voire de trimestres de Sécurité sociale, peu sont intéressées.

Ces premières convocations ayant donné des résultats mitigés, la direction a mis la pédale douce. Elle semble attendre que les travailleurs concernés, curieux de savoir si elle a modifié ses propositions, viennent la trouver, se mettant ainsi en position de demandeur.

Face aux tentatives de la direction de jouer sur chacun individuellement, il faudrait une réponse collective pour, au moins, lui imposer une prime de départ digne de ce nom à ces vieux travailleurs. Elle trouve bien de l'argent pour racheter des filiales et se positionner sur l'échiquier européen !

Correspondant LO

Dunkerque

APRÈS LA REPRISE CHEZ LES DOCKERS

Après 33 jours de grève, les dockers dunkerquois ont repris le travail. Le moral était bon : ils ont obtenu le paiement partiel des journées de grève – 160 F par jour – une augmentation de 15 F de l'indemnisation des "piqûres" (vacations sans travail), un déplafonnement du nombre de "piqûres" indemnisées dans l'année : 350 demi-journées au lieu de 300.

En ce qui concerne le principal problème, l'emploi, les patrons se sont engagés à quelques investissements de modernisation des installations portuaires et ont promis du travail. En réalité, le protocole d'accord ne comporte rien de précis. Globalement, tout reste à négocier. Et si les dockers ont repris le travail satisfaits d'avoir montré leur détermination, ils restent méfiants. Ils savent bien ce que valent les promesses patronales.

Comme ils l'ont répété de nombreuses fois pendant la grève, leurs problèmes sont les mêmes que ceux des autres travailleurs : emploi, conditions de travail, niveau de vie. Pour obtenir satisfaction et empêcher les patrons de faire la loi, il faudra bien que tous les travailleurs, dockers ou non, se battent ensemble.

(LO)

Il n'y a que le chômage qui rajeunit

Les statistiques officielles montrent que le chômage des jeunes a doublé en dix ans, et que sur 800 000 jeunes qui se présentent chaque année sur le marché du travail, 38,5 % seulement trouvent un emploi contre 42 % en 1983. Et on se demandera pourquoi les lycéens sont dans la rue...

Echos des entreprises... Echos

UNE POLITIQUE DANGEREUSE (Levallois)

On nous a réunis pour nous annoncer la mise en place d'un nouveau cycle d'entretien sur certaines rames 6400. Au lieu d'avoir une VG (visite générale) plus une GVG (grande visite générale), le cycle serait VG, VG, GVG.

Ce projet que la direction avait dans ses cartons depuis longtemps, elle ne l'avait pas sorti soi disant à cause de l'accident de la gare de Lyon. Maintenant elle estime que la période est plus calme... jusqu'à la prochaine catastrophe.

La direction, avec ces mesures d'économies, tire de plus en plus sur l'entretien alors que les voitures vieillissent et demandent plus de révisions.

***Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière**
SNCF St-Lazare du 5.11.90

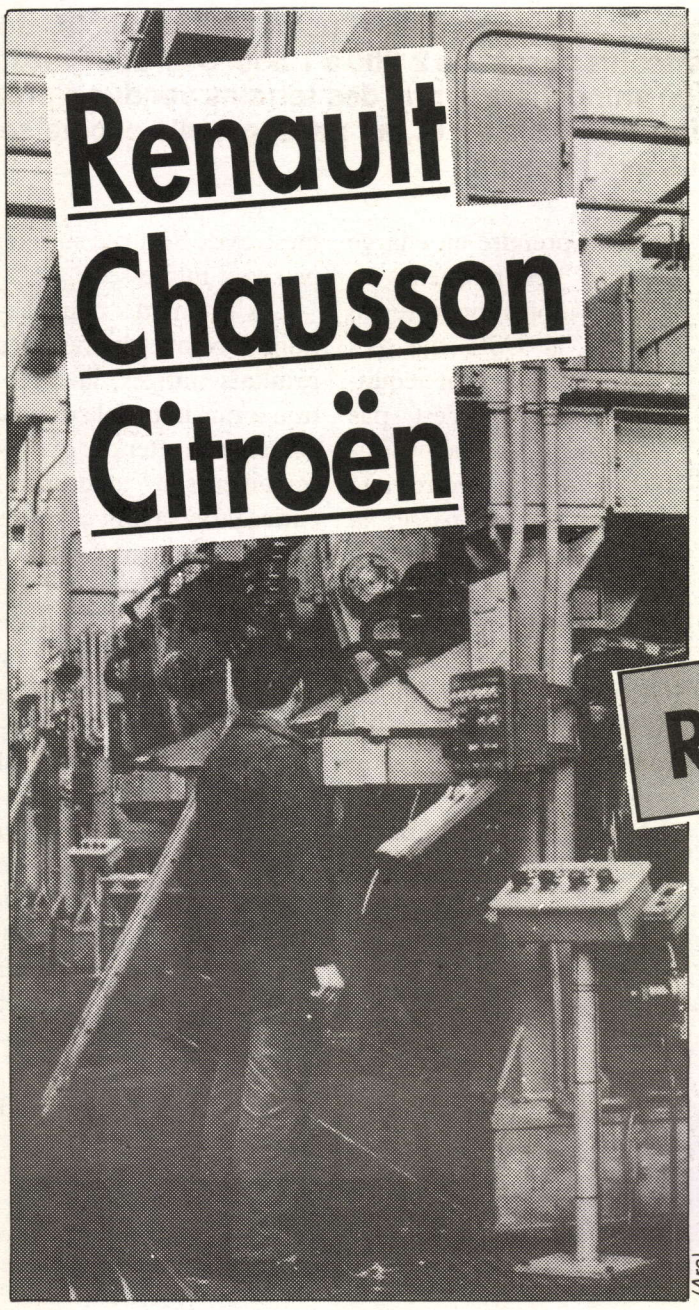
EN UNE FOIS... EN DEUX FOIS... ON VEUT BIEN 1 500 F PAR MOIS

Voulons-nous disposer d'un distributeur de billets à l'intérieur de l'immeuble ? C'est le sondage que distribue la direction avec notre bulletin de paie.

On ne voit aucun inconvénient à pouvoir prendre dans un distributeur les 1 500 F qui nous manquent sur la feuille de paie. Mais est-ce bien la question posée ?

***Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière**
Chèques Postaux La Source du 29.10.90

Chèques Postaux La Source


(Arc)

PATRONS LICENCIEURS

Les annonces de licenciements s'accélèrent dans l'automobile française. Tandis que Renault vient d'annoncer une réduction d'effectifs de 4 620 personnes, Chausson annonce pour son usine de Gennevilliers la suppression de 900 emplois, alourdissant le plan qui prévoyait en juin dernier 400 licenciements dans cette usine. Ces mesures succèdent elles-mêmes à la décision de Peugeot prévoyant le licenciement de 950 intérimaires, et à celle de Citroën qui s'est débarrassé de 1 500 intérimaires à l'usine de Rennes.

Les constructeurs français ont bien l'intention de maintenir leurs bénéfices et de faire payer aux travailleurs la réduction attendue du marché de l'automobile. Au point de prendre les devants !

Renault Chausson Citroën

Renault - Flins

Après l'annonce de 4 620 suppressions d'emplois chez Renault

(LO)

La presse a lancé l'information : Renault veut baisser l'effectif de 4 620 personnes en 1991 et va proposer un «plan social» qui comprend entre autres 2 196 FNE pour l'ensemble de la société.

A Flins, on avait su quelques jours auparavant, par un tract CFDT faisant état d'un document préparatoire au CCE, qu'il y aurait 1 192 suppressions de postes à l'usine en 1991 avec 500 FNE possibles à 55 ans.

Pour le moment, seule la CFDT en a parlé. La CGT, dans un courrier qui circule, reproche à la CFDT d'avoir exploité un document confidentiel ! Les autres syndicats n'en ont pas parlé du tout.

Il s'agit pour l'usine de la plus forte baisse d'effectifs prévue en un an depuis 10 ans. Par le biais des départs FNE, des retours au pays de camarades immigrés, de «reconversions», etc., l'usine est ainsi passée, en une dizaine d'années, de 23 000 salariés à moins de 10 000 actuellement.

Il est évident que la baisse programmée par les patrons pour 1991 ne va pas se passer en douceur ; les départs des camarades immigrés sont proches de zéro, les reconversions individuelles sont proches de pas grand-chose, et il n'y a que 500 FNE possibles.

Par un biais ou par un autre, ce sont 650 travailleurs que la direction veut pousser dehors. Par ailleurs, à une réunion avec les cadres, la direction de l'usine a annoncé qu'il fallait réduire le personnel des «structures» d'environ 1 000 personnes, sur les 2 500 que comptent ces catégories, et cela en l'espace de deux ou trois ans.

Et dans le texte «divulgué» par la CFDT, la direction ne cache pas ses intentions : il devrait rester environ 8 500 travailleurs fin 1991. Et avec cet effectif la production devrait se situer aux environ de 1 550-1 600 voitures par jour. Sinon...

Pour le moment, tout cela ne panique pas les travailleurs de l'usine. Seul le milieu des techniciens, de l'encadrement, etc., formule ses inquiétudes !

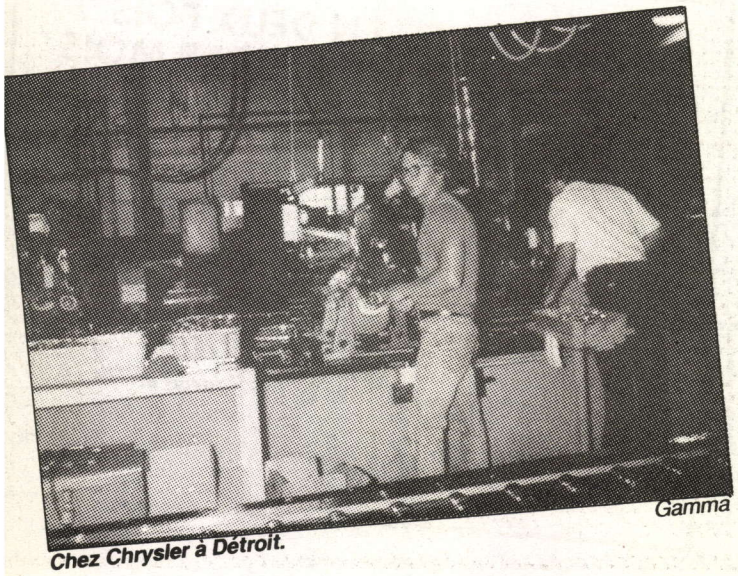
Et paradoxalement, ce n'est peut-être pas mauvais signe. A Flins, il y a eu dans le passé des luttes violentes qui ont marqué. Bien sûr, le personnel a vieilli puisque l'embauche est close depuis une dizaine d'années, mais les réactions restent toujours imprévisibles. Et à force de tirer sur la ficelle, ... elle va quand même bien finir par casser un de ces jours.

Correspondant LO

Voici d'après la CFDT, comment les effectifs ont évolué à Renault Flins pour la dernière période :

ANNEE	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Effectifs en moins	1 832	1 448	720	1 075	590	651
Pourcentage des effectifs en moins	11,4 %	10,1 %	5,6 %	8,9 %	5,3 %	6,2 %

Aux USA — UNE SEMAINE DE CHÔMAGE POUR 50 000 OUVRIERS


Gamma

Chez Chrysler à Détroit.

A Detroit, General Motors interrompt sa production pour une semaine, dans une dizaine d'usines, Ford dans quatre et Chrysler dans trois... Cela fait une cinquantaine de milliers de travailleurs au chômage technique.

Le prétexte invoqué par les patrons est la chute des commandes depuis le début de l'année et *«les mauvais résultats financiers des constructeurs sur neuf mois»*. Evidemment, supprimer la paie des ouvriers pendant une semaine permettra d'améliorer les résultats financiers en question, c'est-à-dire au bout du compte les profits et les dividendes versés aux actionnaires.

Car le véritable problème n'est pas tant le marché que la volonté des firmes automobiles américaines de baisser «leurs coûts», comme elles disent, c'est-à-dire de baisser les salaires. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, depuis pas mal d'années déjà, elles préfèrent fermer des usines de montage aux Etats-Unis... pour les rouvrir par exemple au Mexique, là où les patrons paient des salaires trois ou quatre fois plus faibles qu'à Detroit ; en attendant peut-être qu'elles ferment à leur tour les usines du Mexique pour les réimplanter dans des endroits où la main-d'œuvre pourrait être encore moins chère !

Comme dit la presse, *«les mises en chômage technique de cette semaine ne sont que la répétition en miniature d'un vaste bouleversement qui sera beaucoup plus douloureux»*, douloureux pour les seuls ouvriers, évidemment...

General Motors aurait d'ores et déjà programmé l'arrêt de quatre chaînes d'assemblage et des coupes claires dans une dizaine d'unités de production. Ford et Chrysler s'apprêteraient à suivre l'exemple.

La crise économique n'a jamais voulu dire, depuis 15 ans, la baisse des profits (qui n'ont cessé de croître), mais la lutte de classe du capital contre le travail, en se servant du chômage et du sous-emploi pour faire pression sur les salaires. Pour sortir de ce cycle infernal du capitalisme, il n'y a qu'une solution : que la lutte de classe devienne la lutte... du travail contre le capital !

PSA - Poissy
Travailler dix heures par jour, C'EST ÇA LE PROGRÈS ?

(AFP)

La CSL, le syndicat du patron, suivie d'un syndicat autonome, le CAT, et de FO, ont finalement donné leur accord au projet de travail en 4 jours de 10 h 14 que PSA veut mettre en place dans son usine de Poissy à partir de mars 1991.

La presse a présenté la chose comme un événement sur le plan social, une «première» dans l'industrie automobile française, la semaine de 4 jours avec 1 100 embauches à la clé.

Rappelons que l'objectif de PSA est d'accroître de 25 % le temps d'utilisation de ses installations de Poissy. Il veut ainsi faire monter la capacité de production de l'usine jusqu'à 1 500 véhicules par jour contre 1 250 actuellement, sans avoir besoin de gros investissements, et encore moins avoir à construire une nouvelle usine pour atteindre cet objectif. Ce sont donc les travailleurs qui sont censés supporter tout le poids de l'opération.

L'usine tournera du lundi au vendredi, mais chaque ouvrier concerné par les nouveaux horaires (63 % des 9 300 salariés de Poissy) ne devra venir que 4 jours pour une présence de 10 h 14 (9 h 38 de travail + 36 minutes de repas). La 5e journée étant chômée et glissant, de semaine en semaine, du vendredi au lundi.

Les postes de travail seront regroupés par modules de 4, chaque module étant couvert par 5 travailleurs se relayant au long de la semaine.

Tout comme aujourd'hui, deux équipes se succèderont, 15 jours du matin puis 15 du soir, mais les nouveaux horaires seront de 6 h 15 à 16 h 29 pour l'équipe du matin et de 16 h 29 à 2 h 42 pour celle du soir, y compris pour les femmes puisque c'est ainsi que PSA entend l'égalité de traitement entre les sexes.

Des trains spéciaux pour le personnel sont prévus sur la ligne Paris-Mantes. Mais c'est déjà le cas actuellement et s'ils sont à l'heure pour nous amener au travail ils sont régulièrement en retard quand il s'agit de nous ramener chez nous.

Pour ce qui est des cars, les lignes les plus longues doivent être dédoublées. Mais ça n'empêchera pas ceux qui habitent le plus loin, du côté de Dreux par exemple, de rester 13 et 14 heures par jour hors de chez eux.

Une prime de travail en 4 jours est prévue, prime horaire de 800 F par mois pour les agents de production, 850 F pour les régleurs et les professionnels et 950 F pour les ETAM. Mais cette prime se substitue à la prime d'équipe de 2 × 8 et doit également couvrir la perte de 1/5 des primes calculées sur les jours de présence (panier, douche, etc).

Encore tout le monde devrait-il toucher cette prime. Mais celle liée au travail en module, également calculée à l'heure, ne sera versée que si l'on fait plusieurs postes, ce qui n'est pas le cas de tout le monde et qui peut varier selon le bon vouloir de la maîtrise. Cette prime varie de 55 F par mois pour deux postes à 150 F pour 4 postes. Bref, la fiche de paie ne sera pas plus épaisse qu'aujourd'hui mais encore plus embrouillée !

Et puis ce système de 4 jours de travail sur 5 n'inspire pas confiance. Depuis des années, PSA oblige chaque équipe à un samedi travaillé par mois. On y échappe depuis septembre pour cause de baisse du marché, mais pour combien de temps ? Et puis le manque de personnel est chronique, à preuve les centaines d'intérimaires présents en permanence dans l'usine, parmi lesquels PSA recrute ses nouveaux embauchés. Ces jours individuels de repos pendant que l'usine tourne, bien des chefs seront tentés de faire pression pour qu'on vienne les passer à l'usine, pour boucher les trous.

Le projet est si ouvertement anti-ouvrier que la CSL elle-même a fait mine de s'y opposer un certain temps. Et si elle a signé, le 30 octobre, c'est, dit-elle, parce que le patron menaçait de 1 000 suppressions d'emplois plutôt que de 1 100 embauches, et aussi de ne plus sortir à Poissy le prochain véhicule Citroën.

La CGT et la CFDT sont opposées au projet, mais personne dans les ateliers n'envisage, pour le moment, d'action collective. Une partie des travailleurs se dit que cela ne peut pas marcher, qu'il y a trop d'ouvriers âgés (la moyenne d'âge, avant l'embauche déjà réalisée de 700 salariés sur les 1 100 promis, en grosse majorité des jeunes, est supérieure à 44 ans). Les jeunes, eux, se disent qu'ils ont peut-être l'âge mais sûrement pas l'envie et beaucoup disent qu'ils quitteront l'entreprise, si les nouveaux horaires sont appliqués.

Mardi 13 novembre, la CGT et la CFDT ont entamé un référendum à bulletin secret sur les chaînes de montage de l'atelier B3 et annonçaient, au changement d'équipe, 337 non aux nouveaux horaires contre 36 oui sur ce secteur. Cela ne fait que confirmer que la grande majorité des travailleurs est hostile à l'instauration de ces horaires de dingue.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Jeumont-Schneider Transformateurs (Lyon)

MOBILISATION CONTRE LA MODULATION DES HORAIRES

La direction de Jeumont-Schneider Transformateurs, à Lyon, a annoncé début novembre son intention d'avoir recours à la modulation des horaires de travail en 1991. Son projet prévoit des semaines de 45 heures 30 jusqu'en mai 1991, et 34 heures ensuite, de mai à décembre 1991. Cette nouvelle a mis l'usine en émoi.

Revenir à des 45 heures par semaine, travailler obligatoirement certains samedis... cela n'intéresse vraiment personne ! A l'appel des syndicats CGT et CFDT, un débrayage a eu lieu lundi 12 novembre. Nous nous sommes retrouvés à plus de 400 pour dire non à la "modulation".

Les discussions vont bon train, et les cadres et la maîtrise sont mobilisés pour essayer de convaincre du bien-fondé de cette mesure. Mais rien n'y a fait, certains syndicalistes de FO qui, n'appelant pas au débrayage, ont pu laisser croire qu'ils approuvaient la modulation, ont été pris à partie par des ouvriers souhaitant leur faire comprendre avec une certaine fermeté qu'ils n'ont pas intérêt à signer un accord qui permettrait au patron d'appliquer sa fichue modulation.

L'ambiance ne sera certainement pas au travail tant qu'on ne sera pas fixé sur l'issue des négociations qui doivent avoir lieu. La direction, nouvelle depuis que l'entreprise est passée sous la coupe de Merlin-Gérin, aura du mal à nous "flexibiliser". Le nouveau directeur, l'homme de Merlin, l'a bien compris sans doute. Il en a raté son baptême du feu en se sauvant lamentablement dès son premier contact avec les grévistes. Ça promet !

ÇA S'ARROSE !

Les salariés de Damoy-Castel Frères, à Thiais, étaient en grève jusqu'à samedi 10 novembre. Comme cette entreprise est l'un des principaux distributeurs du Beaujolais nouveau, celui-ci a failli ne pas arriver. Ils réclamaient 1 000 F d'augmentation.

Puisqu'ils ont eu satisfaction à une partie de leurs revendications, on pourra trinquer à leur succès. Même à l'eau ferrugineuse...

(AFP)

LES SANDWICHS SONT TGV, MAIS PAS LES SALAIRES !

Les 980 travailleurs de la SORENOLIF, la société de restauration sur les TGV, en sont à leur deuxième semaine de grève. Les sédentaires touchent autour de 4 800 F brut par mois, et ceux qui voyagent et assurent les bars des TGV autour de 6 200 F brut. Ces travailleurs réclament une augmentation de salaire de 1 000 F par mois. *"Inadmissible"* répondent les directeurs. Ils auraient même le culot d'entamer une procédure de licenciement contre une quarantaine de grévistes et menaceraient d'envoyer les flics pour déloger les travailleurs de leur local, Gare de Lyon.

Tous les mêmes, les patrons, qui devront bien sentir un jour, à leurs dépens, que nous aussi, du côté ouvrier, nous sommes tous les mêmes, tous solidaires.

Correspondant LO

Echos des entreprises... Echos des entreprises...

MATÉRIEL IRREMPLAÇABLE À GARDER EN BON ÉTAT

A l'atelier, les accidents se multiplient, plus ou moins graves : entorses, foulures, doigt gravement entaillé, etc...

Il faut dire qu'on travaille dans des conditions souvent acrobatiques, avec un matériel vétuste. Bien souvent il n'y a pas d'installations de sécurité, par exemple de garde-fous autour des nombreuses échelles que nous escaladons.

Et ce qui n'arrange rien, c'est que l'on est toujours à se presser ici et là.

Nous n'avons hérité à la naissance que de deux mains, deux chevilles, deux genoux, etc... La moindre des choses, c'est de garder le tout en bon état le plus longtemps possible.

Alors, prenons le temps de regarder où on met les pieds, de nettoyer l'huile par terre... Et tant pis s'ils s'excitent parce que le travail n'est pas fait à temps.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCM – Marseille du 5.11.90.

LAISSEZ LES LIVRES

Peut-être croyaient-ils que la sécheresse continuerait indéfiniment. Rien n'avait été prévu contre les pluies au niveau du toit détruit par une tempête il y a... neuf mois. Résultat : la bibliothèque a l'air d'avoir subi un bombardement.

Un mur est cassé d'un côté, de grands plastiques recouvrent les livres épargnés par les eaux de pluie, 500 ayant péri lors du dernier naufrage.

Si ça continue, il va falloir apprendre à lire dans le papier mâché.

TAIS-TOI ET PÉDALE !

Les postes province ont été supprimés aux modules 4 et 5 et à la plateforme de la SED : le budget téléphone serait épuisé pour cette année.

Et si le budget EDF est épuisé d'ici la fin de l'année, on va nous faire pédaler pour produire l'électricité ?

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Chèques, Bourseul, Paris, du 5.11.90.

TROIS HOMMES SUR UN COUSSIN

Chez Haribo, nous avons de la chance. Nous n'avons pas un directeur, mais un directoire de trois directeurs... Un fauteuil pour trois, cela pose des problèmes et, à ce qu'on dit, il y a quelques prises de bec.

Mais trois personnes pour un fauteuil inutile, alors que beaucoup d'entre nous se retrouvent seuls pour un poste de travail où il faudrait être trois, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans le film.

Extrait du bulletin *«Ha ! ...Ça ira»*, bonbons Haribo, Marseille, du 5.11.90.

LES PARAPLUIES DE DOUVRIN

Il y a 2 ans, la FM avait offert à chaque salarié un parapluie ou un K-Way au choix.

Peu de gens avaient compris à l'époque.

A voir le nombre de flaques d'eau dans les ateliers, la direction avait pris ses devants.

Extrait du bulletin *Le Klaxon*, La Française de Mécanique, Douvrin, Nord, du 5.11.90.

MINABLE

Quand la Poiscaille sort d'un bureau à l'Alu pour nous donner des ordres au poteyage, c'est du style : "Magnez-vous, vous vous demm..., c'est pas le moment de rigoler", etc.

Et à quelqu'un qui lui disait qu'il pouvait mettre la main à la pâte s'il était pressé, la Poiscaille a répondu : "Je ne suis pas là pour travailler".

Ça, on avait remarqué. C'est bien pour ça qu'on n'a pas l'intention d'écouter ses conseils question boulot !

Extrait du bulletin* Le Frondeur du Poitou, *La Fonderie du Poitou, Ingrandes, du 5.11.90.

LES NOMS CHANGENT, PAS L'EXPLOITATION

Après les TUC, le gouvernement vient d'inventer les CES (Contrats Emploi Solidarité). L'hôpital, lui, en embaucherait 130. 130 travailleurs qui, pour 20 heures par semaine, toucheront un salaire de 2 400 F par mois !

Et sur ces 2 400 F, le CHR n'en paiera que 15 %, soit 360 F.

Des employés à 360 F par mois, charges comprises, le CHR n'allait pas râter l'occase !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière – Hôpital Saint-André (Bordeaux), du 29.10.90.

ON VEUT BIEN ÊTRE TRANSPORTÉS MAIS PAS ROULÉS

Avec les effectifs qui augmentent, il est normal qu'il y ait de plus en plus de monde qui prenne les bus. Mais ce qui ne l'est pas, c'est que la direction attende deux ou trois semaines qu'un bus soit régulièrement bondé avec des gens obligés de faire le trajet debout, pour enfin rajouter un autre bus à la ligne.

Et pourquoi certains devraient-ils continuer à venir au boulot avec leur propre voiture parce qu'il manque des bus en équipe d'après-midi ?

Alors, si la direction a du mal à s'activer pour trouver d'autres bus, elle peut toujours mettre ses Omega 3 000 à notre disposition.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière General Motors, Gennevilliers, du 5.11.90.

LA PAIE DU SAMEDI

de Beppe Fenoglio

La paie du samedi **a pour cadre le Piémont italien dans les années de l'immédiat après-guerre. Beppe Fenoglio, qui a lui-même participé au mouvement de résistance et a été proche du PC italien, met en scène dans ce court roman un jeune homme, Ettore, fils d'ouvrier. Il a été partisan et a bien du mal, une fois la «paix» revenue, à se résigner à la vie civile telle qu'elle se présente à lui.**

Lui qui, quand il était partisan, *«commandait vingt hommes»*, n'accepte pas de vivre chichement, humblement comme ses parents. Il pourrait être ouvrier dans une usine de chocolat, comme le lui demande sa mère qui a fait jouer un notable de ses connaissances pour lui trouver un emploi. Mais il ne veut pas, car il méprise ceux qui, comme son père, *«s'enferment entre quatre murs pendant huit heures les plus belles de la journée, tous les jours (...) ; des types qui ne voient rien, doivent tout se faire raconter, (...) qui doivent demander la permission de rentrer chez eux, même pour voir mourir leur père ou leur femme accoucher»*.

Alors, parmi les anciens partisans, les uns rêvent d'émigrer en France comme si de l'autre côté des montagnes la vie était moins monotone ; les autres dont Ettore préfèrent finalement continuer à faire parler les armes qu'ils ont gardées, pour rançonner quelques richards qui sont toujours en place même s'ils se sont compromis sous Mussolini. La *paie du samedi,* c'est l'argent ainsi gagné, revolver au poing, certains soirs. C'est aussi d'une certaine façon l'histoire d'une génération perdue que *«la guerre a changée»* comme le déclare Ettore, une génération qui se retrouve dans le *«sentiment barbare que pour eux ça avait été le bon temps»* ; ce qui juge la société italienne de l'après-guerre.

On peut deviner derrière les propos amers des personnages la désillusion ambiante, la démoralisation ouvrière, le manque de perspectives. Mais le récit de Beppe Fenoglio témoigne surtout du refus d'une fraction de la jeunesse, qui avait peut-être espéré en un certain changement, à se réinsérer dans un monde où la brutalité, la violence continuent à régir les rapports sociaux malgré la «paix» officiellement rétablie.

Cécile BERNIER

La paie du samedi soir *de Beppe Fenoglio. Ed. L'Arpenteur. 75 F.*

LES HOMMES QUI MARCHENT

de Malika Mokeddem

Les hommes qui marchent, ce sont les Bédouins, qui marchent dans le désert. Les personnages de ce roman, appartenant à une famille dont une partie s'est installée en Algérie, l'autre au Maroc, sont fiers d'être les descendants de ces hommes libres et itinérants.

C'est avec les yeux de Leïla, une gamine née après la guerre de 1939-45, que l'auteur de ce roman nous fait suivre l'histoire d'une famille avec, en arrière-plan, la colonisation française, la guerre d'Algérie, l'Indépendance.

Zohra, la grand-mère de Leïla, appartient à la première génération qui est devenue sédentaire. Malika Mokeddem dresse le portrait d'une femme étonnante, à la fois très traditionaliste et ouverte, comprenant et soutenant ses enfants et petits-enfants ; c'est elle qui leur a appris à être fiers et à aller de l'avant.

Autour d'elle, une famille aux ramifications touffues. Quelques hommes, quelques femmes prennent plus de place : ainsi Tayeb, le père de Leïla, un jardinier qui va parvenir à faire vivre plus aisément sa famille, grâce à l'amitié et à la protection d'un pied-noir. C'est un homme traditionnel qui va prendre des responsabilités pendant la guerre d'Algérie, modestement, courageusement, et qui après l'Indépendance deviendra responsable local du FLN – l'un des rares à ne pas chercher à profiter de sa position pour s'enrichir.

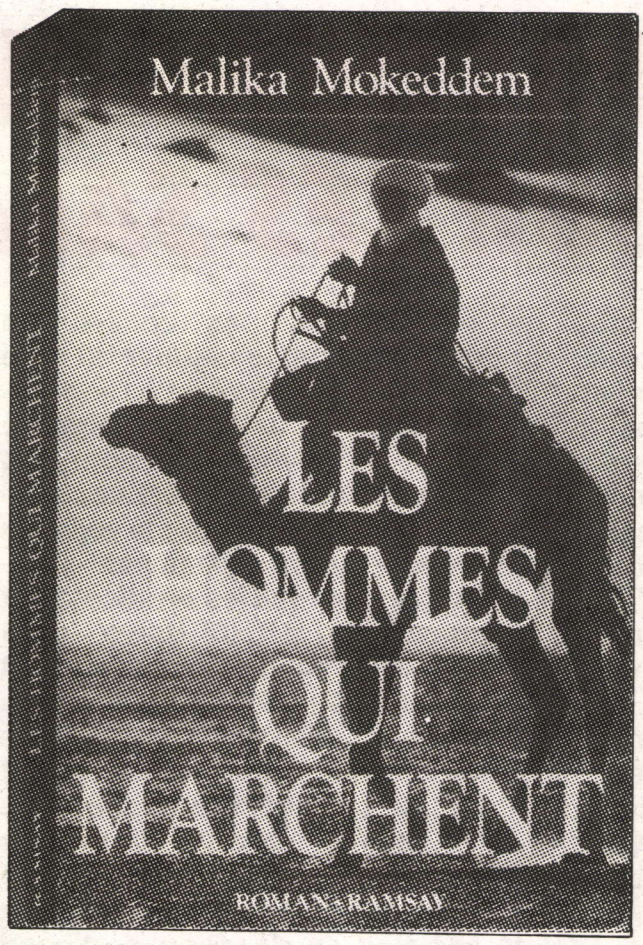
Ainsi aussi Saadia, une tante de Leïla, violée dans sa jeunesse, lapidée par tout un village, mise pendant quinze ans dans un bordel. Sortie de là par un officier français, elle va se faire une vie indépendante et réussir à renouer avec sa famille.

Les enfants rêvent d'un autre avenir. Le fils de Tayeb se laisse cependant marier de façon traditionnelle, par lassitude, mais il promet à sa sœur Leïla de ne pas laisser sa famille la marier contre son gré... Il est devenu comptable. Sa sœur deviendra médecin.

Malika Mokeddem montre la lente ascension sociale de cette famille. Elle montre aussi l'évolution, pendant la guerre d'Algérie, des rapports entre les membres des différentes communautés, algériens pauvres ou moins pauvres, juifs, ouvriers pieds-noirs, en général espagnols ou maltais, pieds-noirs un plus peu plus aisés.

Elle montre les horreurs perpétrées par l'armée française, comme pouvait les vivre et les voir une petite fille qui apprend, comme toute sa famille, à vivre avec les arrestations, avec la menace qui plane sur ses parents qui organisent l'aide aux maquisards du FLN, avec les deuils... Elle montre aussi la chaleur humaine de certains pieds-noirs ou de fonctionnaires français, en particulier ses institutrices ou une directrice d'école communiste...

Ce roman est avant tout l'histoire de la lutte de Leïla pour échapper au destin traditionnel qui attend les femmes en Algérie. Leïla ne veut pas être, comme sa mère, un ventre à produire des enfants.

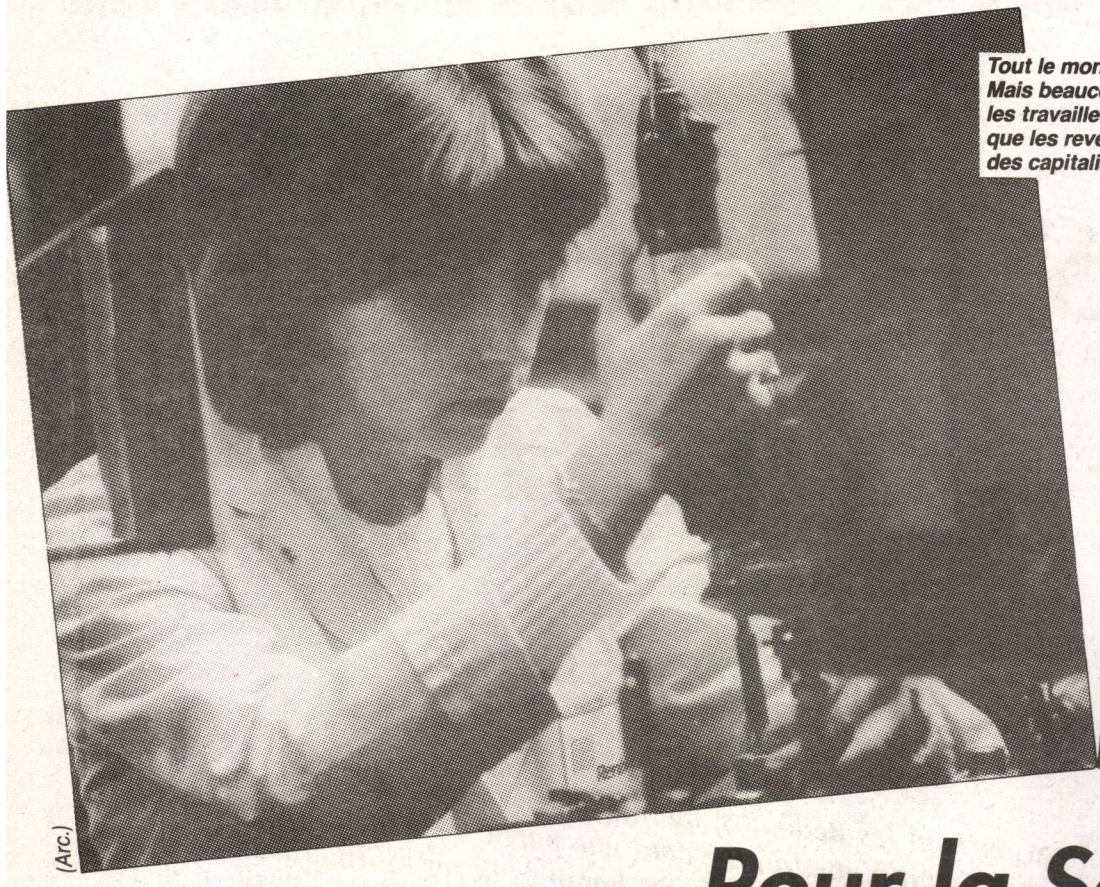


Seulement, l'indépendance de l'Algérie ne va pas entraîner celle des femmes algériennes. Si Leïla a désormais le soutien de sa famille, les difficultés sociales sont de plus en plus grandes. L'auteur de ce roman décrit l'arrivée au pouvoir de Boumedienne et «l'arabisation» comme autant de pas donnant de plus en plus de pouvoirs aux intégristes. La fin de la mixité à l'université, la «police des mœurs» qui arrête systématiquement les groupes mixtes de jeunes, la mainmise des intégristes sur l'enseignement ; Leïla, même si elle n'est pas contre la tradition et la religion, le ressent durement...

L'auteur de ce roman, médecin, vit maintenant en France. Son livre est si plein de révolte et de sincérité qu'on accepte l'écriture fleurie, le déluge de mots parfois lassant, imitant le style des «contes» de Zohra, la grand-mère de Leïla, et évidente référence à la tradition des *Hommes qui marchent.*

Sylvie FRIEDMAN

Les hommes qui marchent *de Malika Mokeddem. Ed. Ramsay. 288 pages. 135 F.*



(Arc.)

Tout le monde payera ? Mais beaucoup plus les travailleurs que les revenus des capitalistes.

Simon/Gamma

Pour la Sécurité sociale, les travailleurs ont déjà donné

PAS DE NOUVEAU PRÉLÈVEMENT SUR LES SALAIRES !

Nous ne connaissons pas encore, au moment où nous écrivons, le résultat du vote sur la motion de censure, déposée à l'Assemblée contre le projet de Contribution Sociale Généralisée. Nous ne savons pas non plus encore dans quelle mesure les initiatives syndicales de protestation, prises pour la veille du débat parlementaire, auront été suivies.

C'est en ordre dispersé que les syndicats ont appelé à manifester, ou à faire grève, le 14 novembre. Pas tous les syndicats d'ailleurs, et en tout cas pas la CFDT ni la FEN qui soutiennent le gouvernement. Mais la CGT appelait à des débrayages et à des manifestations, dont celle pour Paris, de la Bastille à l'Assemblée nationale. FO appelait également à des débrayages et des manifestations, mais avait prévu, elle, de manifester, à Paris, du ministère des Affaires sociales en direction de l'hôtel Matignon. Tandis que la CGC avait choisi le parcours de la Bastille à l'Assemblée nationale, toujours dans la même après-midi.

LES RAISONS AVANCÉES PAR LES SYNDICATS

Il est vrai que les motivations des syndicats quant à la CSG divergent quelque peu, même si elles se rejoignent pour certains. La CFDT qui, depuis que la gauche est au gouvernement, a choisi d'essayer de se placer comme son interlocuteur privilégié, ne manque pas une occasion de lui signifier son soutien... ni bien sûr de réclamer d'être payée en retour. A propos de la CSG, la CFDT est même allée jusqu'à se payer une pleine page de publicité dans *Le Monde* et le *Parisien* jeudi 4 octobre, pour expliquer que *«plus on gagne et moins on paye»*, que *«la CSG va introduire plus de justice dans le financement de la Sécurité sociale»* et qu'il n'y a rien de *«scandaleux à demander un effort de solidarité à un retraité percevant deux ou trois fois le SMIC alors que les salariés non imposables avec charge de famille payent des cotisations»* et pour conclure que la CSG *«est aujourd'hui une étape nécessaire»*.

Quant à la CGC, qui traditionnellement défend les hauts salaires - y compris ceux des patrons qui se salarient dans leur propre entreprise, comme PDG ou autre cadre - elle estime selon son porte-parole, Paul Marchelli, que la CSG est *«une agression vis-à-vis du personnel d'encadrement»* et que ce *«nouvel impôt (...) va avoir un effet confiscatoire supplémentaire sur les revenus des ménages à partir de 17.500 F.»* La CGC n'est pas contre l'étatisation ni l'élargissement de l'assiette du financement de la Sécurité sociale, mais opposée à ce qu'elle soit un impôt supplémentaire. Elle ne soutient pas le gouvernement, mais se tient près des initiatives de l'opposition de la droite.

Les raisons de FO sont, elles, ouvertement liées au problème de la gestion syndicale des caisses de Sécurité sociale. Ce syndicat, qui a relativement un grand nombre de représentants dans les Conseils d'aministration des caisses de la Sécurité sociale, qui depuis 1967 détient la présidence de la caisse d'assurance - maladie, craint que la fiscalisation, même seulement d'une partie de la cotisation sociale, ne remette en cause l'actuel système de gestion. Dans une interview au *Nouvel Economiste* du 26 octobre, le secrétaire de FO, Marc Blondel, reconnaît que le gouvernement intervient déjà, notamment en fixant les salaires du personnel de la Sécurité sociale, mais craint que si une partie des recettes provient de fiscalisation *«les pouvoirs publics pourront en tirer argument pour intervenir encore plus»*. Pour lui *«la Sécurité sociale c'est avant tout la solidarité ouvrière»* et *«si c'est un impôt qui finance la Sécurité sociale, comment les partenaires sociaux pourront-ils continuer à gérer ? A la longue, ce ne sera plus du salaire différé»*.

Cet aspect de la question n'est pas non plus étranger aux préoccupations de la CGT. François Duteil, secrétaire confédéral, dans un éditorial de la *Vie ouvrière* du 8 octobre, écrit de la CSG : *«C'est l'étatisation de la Sécu pour empêcher tout retour à une véritable gestion démocratique par les assurés sociaux eux-mêmes»*. Entendez, par les syndicats. Ceci dit, la CGT n'en dénonce pas moins pour autant tous les aspects anti-travailleurs du projet gouvernemental. A commencer par le fait que ce seront essentiellement les salariés, les chômeurs et les retraités qui payeront, et pas les revenus du capital, et que le niveau de cette nouvelle contribution pourra augmenter les années suivantes et devenir défavorable y compris pour les bas salaires, même si pour la première année elle se traduira par une légère réduction du prélèvement.

CSG ET FISCALISATION

Si nous sommes pleinement d'accord avec ces raisons que donne la CGT pour refuser cette nouvelle contribution qui, même touchant les hauts salaires plus que les autres, même égratignant un tout petit peu les revenus du capital, est quand même destinée à faire payer davantage aux salariés - et même à faire les poches aux chômeurs et aux retraités - nous ne reprendrons pas à notre compte les arguments contre la fiscalisation et l'étatisation. Car si un nouvel impôt, faisant payer les autres revenus et excluant les salariés, était créé, ce ne serait que justice. Il n'y a pas de raison pour que ce soient les salariés qui continuent d'alimenter à plus de 80 % les caisses de la Sécurité sociale, alors que celle-ci finance tous les équipements et la politique de santé dans le pays, que 98 % de la population en bénéficie, et que les plus riches en profitent encore plus, ne serait-ce que par une consommation médicale plus grande, au cours d'une vie d'autant plus longue que l'on se tue moins au travail.

Quant à l'étatisation, cela fait bien longtemps qu'elle est un fait pour la Sécurité sociale. C'est l'Etat qui décide du taux de cotisation, du taux de remboursement et des salaires des employés de la Sécurité sociale. Et on a pu s'en rendre compte ces dernières années où les cotisations ont pratiquement doublé, pendant que les remboursements diminuaient, et sans que pour autant les employés puissent échapper plus que les autres catégories de salariés à l'érosion de leur niveau de vie.

Maintenant, si, indépendamment des arguments des uns et des autres, des organisations syndicales ou des partis politiques, le gouvernement Rocard devait tomber là-dessus, grâce à une convergence d'oppositions pour des raisons diverses, ce n'est sûrement pas nous que ça chagrinerait. Car autant pour la CSG que pour le reste de sa politique, il a largement démontré, par son caractère anti-ouvrier, qu'il n'avait rien à envier à un gouvernement de droite.

Louis GUILBERT

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995